

**REUNION DES MINISTRES
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DE LA ZONE FRANC**

COMITE DE CONVERGENCE

Rapport aux Ministres

Cotonou, les 6 et 7 avril 2005

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION.....	3
2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	4
3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE RECENTE.....	4
3.1 UEMOA.....	4
3.2 CEMAC.....	6
3.3 COMORES.....	8
4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2004.....	10
4.1 UEMOA.....	10
• Critères de premier rang.....	10
• Critères de second rang.....	11
4.2 CEMAC.....	11
• Critères de base.....	11
• Indicateurs.....	12
4.3.COMORES.....	13
5. RECOMMANDATIONS.....	14
5.1 UEMOA.....	14
• Recommandations générales.....	14
• Recommandations par Etat.....	14
5.2 CEMAC.....	17
• Recommandations générales.....	18
• Recommandations par Etat.....	18
6. ANNEXES.....	20
6.1 Situation économique et financière de chaque Etat.....	20
6.2 Evolution des critères de convergence.....	43
• UEMOA.....	43
• CEMAC.....	44
• COMORES.....	45
6.3 Tableaux des opérations financières.....	46

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC
- Cotonou 2005 -

RESOLUTIONS des MINISTRES

Les ministres chargés des finances des pays de la Zone franc, réunis le 7 avril 2005 à Cotonou :

1) Constatent l'état de la convergence au 31 décembre 2004 et les tendances qui se dessinent au sein de la Zone sur les premiers mois de 2005. Ils relèvent les résultats encourageants des pays qui, au sein de chaque sous-région, ont poursuivi la mise en œuvre de leur programme de convergence, malgré les chocs exogènes et la persistance de crises politiques. A cet égard, ils rappellent les échéances fixées pour l'atteinte des objectifs de convergence dans la CEMAC et dans l'UEMOA et la nécessité pour tous les Etats de redoubler d'efforts pour y parvenir.

Ils réaffirment le caractère indispensable d'une véritable convergence nominale et réelle au sein d'une zone monétaire et l'importance de l'exercice de Surveillance multilatérale. Ils soulignent à nouveau l'importance que revêt la stabilité politique, condition indispensable au développement des économies de la Zone franc.

2) Demandent au Comité de convergence de poursuivre les travaux engagés afin de faire des propositions opérationnelles en septembre 2005 pour la définition d'indicateurs complémentaires.

3) Rappellent l'obligation pour les Etats de transmettre régulièrement des informations complètes et fiables aux autorités régionales. Ils insistent en particulier sur la tenue à jour par tous les Etats d'un inventaire de la dette, en particulier la dette intérieure, dans le cadre de la prévention de l'apparition ou de l'accumulation d'arriérés. Les ministres s'engagent également à renforcer les capacités des structures chargées de la surveillance multilatérale et demandent au Comité de convergence de lui faire des propositions en ce sens pour la réunion de septembre 2005.

4) Rappellent que, en zone UEMOA, la réalisation des objectifs de convergence fin 2005 requiert :

- l'intensification des efforts pour la normalisation de la situation socio-politique dans l'Union, condition indispensable pour la mise en œuvre d'une politique macroéconomique de qualité ;
- l'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles afin que les lenteurs observées ne pèsent sur la croissance économique et l'assainissement des finances publiques ;
- enfin, la promotion de l'intégration régionale par la mise en œuvre effective d'un véritable espace régional à même d'atténuer les différents chocs pouvant affecter individuellement les Etats membres.

5) S'engagent, en zone CEMAC où l'horizon de convergence est fixé au 31 décembre 2007, à soumettre dans les plus brefs délais aux instances communautaires leur programme triennal de convergence. Dans ce cadre, à la faveur d'une conjoncture très favorable, un accent particulier devra être mis sur la stabilité macroéconomique à moyen terme, la poursuite des réformes structurelles et la mise en œuvre d'une stratégie de diversification de l'économie.

6) Se félicitent de la participation active de l'Union des Comores aux travaux du Comité de convergence et apprécient la volonté exprimée par les autorités comoriennes de partager les objectifs de convergence fixés par la CEMAC et l'UEMOA et de mettre en œuvre, dans le cadre du programme avec le FMI, les réformes permettant de les atteindre.

7) Saisissent l'opportunité de leur présence à Cotonou pour rappeler les engagements pris en 1997 pour la relance de l'investissement privé. S'agissant des objectifs de la Déclaration de Cotonou, ils rappellent la nécessité d'une surveillance multilatérale périodique de l'environnement des affaires, faisant le bilan des dispositifs mis en place depuis 1997. Ils constatent que l'objectif de formation et d'information sur la Zone franc et la possibilité d'y entreprendre a été atteint, comme l'atteste le succès du site IZF.net, qui est devenu l'un des premiers sites consultés sur l'Afrique francophone.

1. INTRODUCTION

Le Comité de convergence de la Zone franc est une structure de réflexion et de proposition créée par la Réunion des Ministres des finances de la Zone franc en 1999 avec pour objectif principal le renforcement de la surveillance multilatérale dans cette zone.

A cet égard, il a pour mission de suivre le fonctionnement de la surveillance multilatérale dans les sous régions, de rendre compte des progrès réalisés en la matière et de formuler des recommandations propres à consolider ce processus.

Le Comité comprend essentiellement quatre parties, à savoir, l'UEMOA (Commission, BCEAO et BOAD), la CEMAC (Secrétariat Exécutif, BEAC et BDEAC), la France (Direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE), et Banque de France) et l'Union des Comores en qualité d'observateur. AFRISTAT y participe également pour son expertise en matière statistique.

Sur le plan opérationnel, le Comité organise au moins une réunion semestrielle préparatoire à la réunion des Ministres des Finances, présidée alternativement par la Commission de l'UEMOA et le Secrétariat Exécutif de la CEMAC. Le Secrétariat du Conseil est assuré par la DGTPE.

Depuis la mise en œuvre du Comité en 1999, celui-ci s'est acquitté de sa mission en présentant à chaque réunion des Ministres, un rapport sur l'état de convergence de la zone franc assorti de résolutions.

En septembre 2004, les Ministres, traduisant leur attachement au principe de transparence et au souci de partager l'expérience de la zone franc en matière de surveillance réciproque des politiques économiques nationales, souci repris par les Etats africains dans le cadre du mécanisme de la revue par les pairs du NEPAD, ont décidé la publication du rapport du Comité.

Le présent rapport, comme les précédents, fait le point sur la convergence des économies nationales au sein de la Zone franc, il préconise des recommandations pour chaque Etat et évoque les perspectives pour l'année 2005. Les analyses effectuées s'appuient sur les données chiffrées produites par les trois sous-régions et validées en conseil des ministres.

Afin de donner à cette revue toute sa dimension, la plus grande implication des gouvernements dans l'élaboration et l'exécution des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité est nécessaire. Cela suppose notamment une prise en compte toujours plus effective des orientations et des recommandations de politique économique retenues à l'échelle communautaire dans la formulation des politiques économiques nationales. En particulier, pour l'UEMOA, les Etats membres devront redoubler d'effort pour se conformer à l'ensemble des critères de convergence au terme de l'horizon des convergences prévu pour décembre 2005.

Le 16 mars 2005, le Comité de convergence de la zone franc s'est réuni à Ouagadougou. Conformément à son mandat, il a fait le bilan de la convergence, à la date du 31 décembre 2004 et analysé les estimations disponibles pour 2005. Le présent rapport synthétise ses travaux et principales conclusions.

Le Comité fait une fois de plus le constat que si l'on retient les 4 critères principaux de convergence:

- La convergence a progressé aussi bien dans l'UEMOA (malgré les chocs exogènes importants subis par la sous-région) que dans la CEMAC .
- Cependant, dans chacune des Unions, un groupe de pays reste en marge de ces progrès.

En UEMOA, la croissance est plus faible en 2004 qu'en 2003 malgré la croissance légèrement positive de la Côte d'Ivoire. Elle n'est pas suffisante pour se traduire par une hausse du PIB/habitant. Pour les pays où la croissance du PIB/habitant est positive, elle est encore insuffisante par rapport à la norme de +7% considérée comme nécessaire de manière durable pour atteindre les objectifs du millénaire.

Pour la CEMAC, profitant de l'environnement international favorable (prix du pétrole en hausse), l'année 2004 se caractérise par une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant. Le Comité renouvelle sa recommandation aux autorités de profiter de cette bonne conjoncture pour réaliser les réformes de fond nécessaires à l'atteinte des critères de convergence indépendamment des facteurs exogènes.

Le Comité insiste plus particulièrement sur deux recommandations :

- Renforcer l'assainissement de la gestion des dépenses publiques ;
- Définir des stratégies pertinentes d'endettement après le point d'achèvement.

Au-delà, le Comité de convergence souhaite rappeler l'importance fondamentale d'une convergence nominale et réelle des économies nationales dans le cadre d'une zone monétaire. A cet égard, le Comité appelle l'attention des Ministres sur l'importance de l'exercice de Surveillance multilatérale.

Ce dernier requiert :

- Une plus grande impulsion politique du processus de la surveillance multilatérale qui serait appuyée par un mécanisme de revue et de pression des pairs ;
- Une plus grande implication des gouvernements dans l'élaboration et l'exécution des programmes pluriannuels de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité ;
- Une prise en compte effective des orientations et des recommandations de politique économique retenues à l'échelle communautaire dans la formulation des politiques budgétaires.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

En 2004, l'activité économique mondiale s'est caractérisée par une croissance soutenue de 5,0 %, en relation avec le dynamisme de la consommation privée et des investissements aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays émergents d'Asie, en particulier en Chine. L'inflation était en hausse dans les économies avancées (hormis au Japon), alors que dans les pays émergents et en développement, elle était en baisse.

Sur les marchés monétaires et financiers, on a constaté des taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et une dépréciation accentuée du dollar, pendant qu'en Asie et en Amérique Latine, la plupart des monnaies connaissaient une dépréciation en raison de la détérioration des conditions extérieures de financement. Les taux d'intérêt de long terme, après avoir significativement augmenté en juin, est retombé.

En ce qui concerne les matières premières, la hausse la plus significative des prix en 2004 concernait le pétrole (+27 %), en raison de la forte baisse des stocks de pétrole américain, de la vigueur des activités en Chine et en Inde et des tensions dans les pays exportateurs de ce produit, plus particulièrement en Irak, au Nigeria et en Russie. Le café robusta, le coton et les bois tropicaux connaissaient des hausses modérées de 5 à 7 %. Quant aux baisses de cours, elles concernaient le cacao (-3 %), l'huile de palme (-1 %) et le caoutchouc (-1 %).

3. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE RECENTE

3.1 UEMOA

L'activité économique en UEMOA a enregistré une croissance de 3,0% en 2004, après un taux de 3,2 % en 2003. Cette croissance s'explique essentiellement par la croissance redevenue positive en Côte d'Ivoire, après quatre années consécutives de récession. La croissance s'est également accélérée en Guinée Bissau et au Niger. Dans les autres Etats membres de l'Union, l'activité a été moins dynamique compte tenu des mauvaises conditions climatiques et de l'invasion des criquets pèlerins qui a détruit une partie de la production agricole.

Par pays, on obtient les taux de croissance économique en 2004 suivants : Bénin (3,0%), Burkina (4,1 %), Côte d'Ivoire (1,0%) Guinée-Bissau (4,3 %), Mali (1,5 %), Niger (4,1 %), Sénégal (6,0 %), Togo (2,9 %).

Pour l'année 2005, les perspectives indiquent un taux de croissance de 4,0 % sous l'hypothèse forte d'une part, d'un climat sous régional plus apaisé grâce notamment à la normalisation du climat socio-politique en Côte d'Ivoire et, d'autre part, de conditions climatiques plus favorables pour la campagne agricole 2005/2006. On pourrait ainsi observer par pays, le taux de croissance économique suivant : Bénin (5,3 %), Burkina-Faso (4,4 %), Côte d'Ivoire (1,0%), Guinée-Bissau (2,3 %), Mali (7,6 %), Niger (4,2 %), Sénégal (6,4 %), Togo (3,7 %).

En 2004, la croissance a été réalisée dans un contexte marqué par une baisse de l'inflation malgré la hausse des prix du pétrole. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,5 % contre 1,3 % en 2003. Cette décélération de l'inflation a été induite par la baisse des prix des produits alimentaires, en liaison avec l'approvisionnement suffisant et régulier des marchés à la suite des résultats satisfaisants de la campagne agricole 2003/2004.

Par pays, le taux d'inflation annuel moyen en 2004 est le suivant : Bénin (0,9 %), Burkina (-0,4 %), Côte d'Ivoire (1,4 %), Guinée-Bissau (0,9 %), Mali (-3,1 %), Niger (0,2 %), Sénégal (0,5 %), Togo (0,4 %). En 2005 toutefois, au regard de l'évolution des prix observée au début de l'année, plusieurs Etats pourraient éprouver des difficultés à respecter la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une amélioration relative des principaux soldes budgétaires expliquée par une faible progression des dépenses. Les recettes budgétaires ont progressé de 7,2% pour représenter 16,7 % du PIB contre 16,4 % en 2003. Elles ont été tirées par les recettes fiscales qui ont progressées de 7,0 % pour porter le taux de pression fiscale à 14,9 % contre 14,6 % en 2003. Cette croissance est due à la hausse des recettes fiscales au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal, sous l'effet des mesures d'amélioration des recouvrements mises en œuvre au niveau des régions, notamment, l'examen plus rigoureux des exonérations et l'intensification de la lutte contre la fraude.

Par pays, le taux de pression fiscale en 2004 se présente comme suit : Bénin (14,1 %), Burkina (11,9 %), Côte d'Ivoire (15,2 %), Guinée-Bissau (7,6 %), Mali (15,2 %), Niger (11,1 %), Sénégal (18,3 %) et Togo (13,6 %).

Les recettes non fiscales ont augmenté de 4,5 % pour représenter 1,6 % du PIB comme en 2003. Quant aux dons, ils ont été en baisse de 0,2 % pour représenter 2,2 % du PIB.

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont progressé de 7,6 % pour représenter 21,5 % du PIB contre 21,0 % en 2003, sous l'impulsion des dépenses en capital, en accroissement de 14,7 %, en rapport avec les travaux de construction d'infrastructures au Burkina, au Mali, au Niger et au Sénégal. La progression des dépenses courantes a été portée par l'augmentation de la masse salariale de 5,7 %, liée à la revalorisation du point indiciaire et au recrutement d'agents de la Fonction publique dans certains Etats membres, notamment, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.

Au total, le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, s'est stabilisé autour de à 3,6% du PIB. En ajoutant les dépenses financées sur ressources PPTE, le déficit du solde budgétaire de base est ressorti à 1,1 % du PIB contre 0,9 % en 2003. Le déficit global hors dons s'est aggravé pour représenter 4,9 % du PIB contre 4,6 % en 2003. Quant au déficit global, il est passé de 2,3 % du PIB en 2003 à 2,6 % en 2004.

La situation des finances publiques a été, par ailleurs, marquée par la persistance des tensions de trésorerie qui se sont traduites par des accumulations d'arriérés de paiement par quatre Etats membres. Le montant des arriérés de paiement accumulés en 2004 a été de 614,3 milliards dont 507,1 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En 2005, l'Union enregistrerait une aggravation des déficits budgétaires sous l'effet d'une hausse des dépenses. Les recettes budgétaires progresseraient de 5,1 % pour représenter 16,6 % du PIB, en liaison

avec l'élargissement de l'assiette fiscale par le contrôle plus rigoureux des exonérations et la poursuite de la lutte contre la fraude. Il en résulterait un taux de pression fiscale de 15,0 %.

S'agissant des dépenses totales, elles progresseraient de 0,2 % pour s'établir à 20,1 % du PIB. Cette hausse des dépenses publiques serait portée par les dépenses en capital, en accroissement de 10,9 %, en raison d'une part, de la reprise attendue des investissements en Côte d'Ivoire et, d'autre part, de la progression attendue au Mali et au Sénégal.

Au total, le solde budgétaire de base représenterait 0,6 % du PIB contre -0,3 % en 2004. Le déficit global hors dons s'améliorerait pour représenter 3,7 % du PIB. S'agissant du déficit global, il se situerait à 1,2 %.

En ce qui concerne la dette publique, sa situation est demeurée préoccupante en 2004 avec un encours de 15311,7 milliards, soit 68,5 % du PIB contre 73,1 % en 2003. Le service de la dette a représenté 10,4 % des recettes fiscales des Etats de l'Union. En 2005, l'encours de la dette publique serait de 15327 milliards et représenterait 64,4 % du PIB. Tous les Etats membres de l'Union, excepté la Côte d'Ivoire et le Togo, ont atteint le point de décision dans le cadre de l'Initiative PPTE. Le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal ont atteint le point d'achèvement. La Côte d'Ivoire et le Togo sont invités à poursuivre les efforts pour atteindre le point de décision avant fin 2006 afin d'éviter d'être touchés par la clause de caducité automatique de l'Initiative PPTE.

S'agissant des comptes extérieurs des Etats membres, ils se sont caractérisés par une stabilité du déficit du compte courant hors dons, rapporté au PIB, autour de 5 %. L'évolution du compte courant par rapport à l'année précédente résulte du renforcement des entrées nettes au titre des transferts courants, de la réduction des déficits des services et des revenus, et de la réduction de l'excédent commercial qui est passé de 440,7 milliards en 2003 à 326,3 milliards en 2004. L'évolution de la balance commerciale traduit une hausse des importations plus soutenue que celle des exportations. La réduction de l'excédent commercial serait essentiellement imputable à la baisse des cours des matières premières exportées par l'Union, en particulier ceux du cacao, qui se sont repliés de 21,0 %. Pour l'année 2005, il est attendu une réduction du déficit courant hors dons, à 4,7 % du PIB.

La situation monétaire a été caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets, une contraction du crédit intérieur et une hausse de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 120,4 milliards pour s'établir à 181,4 milliards à fin décembre 2004, sous l'effet de l'amélioration des avoirs de la banque centrale. Par rapport à fin décembre 2003, l'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 221,1 milliards ou 5,5% pour se situer à 4.209,3 milliards. Cette évolution est exclusivement imputable aux crédits à l'économie, le crédit net aux Etats ayant diminué au cours de la période. Ce dernier s'est établi à 693,3 milliards à fin décembre 2004, en baisse de 47,0 milliards par rapport au niveau atteint un an plus tôt, à la faveur d'un recul de 81,8 milliards de l'encours de la dette des Etats vis-à-vis du système bancaire et de 34,8 milliards des créances des Etats. Les concours de la Banque Centrale sont passés de 397,0 milliards à fin décembre 2003 à 372,5 milliards à fin décembre 2004, soit une baisse de 24,5 milliards ou 6,2%. En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une progression de 308,7 milliards ou 5,5%, pour s'établir à 5.961,3 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale est porté par les dépôts qui ont augmenté de 362,9 milliards, la circulation fiduciaire ayant baissé de 54,2 milliards au cours de la période.

En 2005, la situation monétaire se caractériserait par une progression des avoirs extérieurs nets de 366,7 milliards, une diminution du crédit intérieur de 6,5 milliards et une hausse de la masse monétaire de 6,3 % pour se situer à 6 204,0 milliards.

3.2 CEMAC

Profitant de l'environnement international relativement favorable, la situation macroéconomique de la Communauté pour l'année 2004 se caractériserait par une croissance économique soutenue, une situation budgétaire renforcée, une stabilité de la monnaie commune, un allègement des tensions inflationnistes et une amélioration du solde du compte courant.

En effet, la croissance économique des Etats membres de la CEMAC en 2004 s'établirait à 7,7 % contre 4,1 % un an auparavant, tirée notamment par les exportations de pétrole, entraînant ainsi une croissance du PIB réel par habitant de 5,2 %. Les performances macroéconomiques de la Communauté profiteraient de la bonne tenue des cours des matières premières, de la production et des exportations du pétrole, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, et du niveau élevé de la consommation privée conjuguée avec le dynamisme des investissements productifs. En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier serait de 4,0 % alors que celui du secteur non pétrolier de 3,7 % en 2004.

Le taux d'inflation, mesuré par la progression des indices nationaux des prix à la consommation finale des ménages, reculerait à 0,3 %, prolongeant ainsi une décélération des prix enregistrée depuis la fin décembre 2003, et en liaison avec la bonne campagne agricole et un meilleur approvisionnement des marchés.

Sur le plan des finances publiques, les recettes budgétaires totales, hors dons, s'accroîtraient de 22,7 % en 2004, atteignant 4 507,6 milliards, équivalent à 21,8 % du PIB contre 3 674,2 milliards (21,0 % du PIB) en 2003. Cette évolution découlerait d'une augmentation, aussi bien des recettes pétrolières (+34,2 %) que des recettes non pétrolières (+12,5 %) dans la plupart des Etats membres. Les recettes non pétrolières atteindraient 2 193,3 milliards en 2004 contre 1 949,9 milliards un an plus tôt, grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun, et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières. Les recettes pétrolières s'établiraient à 2 314,4 milliards, en liaison avec la bonne tenue des cours mondiaux et l'accroissement de la production du pétrole brut.

Les dépenses budgétaires totales, quant à elles, atteindraient 3 369,6 milliards en 2004, en augmentation de 9,7 %. Cette hausse résulterait d'une progression simultanée de 3,2 % des dépenses courantes et 30,8 % des dépenses en capital en rapport avec la poursuite des efforts de lutte contre la pauvreté. L'évolution des dépenses courantes s'expliquerait principalement par une augmentation de 22,7 % des dépenses de biens et services, passant à 662,6 milliards contre 540,0 milliards en 2003, reflétant ainsi la progression des dépenses de fonctionnement allouées aux secteurs prioritaires.

Le solde primaire excédentaire progresserait à 8,4 % du PIB en 2004 contre 7,1 % du PIB une année plus tôt, s'établissant à 1 745,2 milliards contre 1 234,6 milliards en 2003. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui passerait à 6,7 % contre 4,3 % en 2003.

En conséquence, l'excédent budgétaire global, base engagements, hors dons, augmenterait pour atteindre 5,5 % du PIB en 2004 (1 138,1 milliards) contre 3,4 % du PIB en 2003 (601,2 milliards).

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du solde des transactions courantes, hors dons des Etats membres, s'amoinvrirait en 2004, s'établissant à 441,9 milliards, correspondant à 2,2 % du PIB, contre 1 188,9 milliards en 2003 (6,8 % du PIB). Cette performance s'expliquerait notamment par une progression de l'excédent commercial, établi à 5 535,3 milliards en rapport avec l'amélioration des termes de l'échange conjuguée avec l'accroissement de certaines productions d'exportation telles que le pétrole brut et le bois.

Le déficit de la balance des services augmenterait de 3,5 %, passant à 2 352,4 milliards contre 2 273,3 milliards en 2003, en relation avec l'évolution des frets et assurances, et ce malgré la diminution des dépenses des services liés aux travaux de pipeline Doba-Kribi. Parallèlement, le déficit de la balance des revenus s'alourdirait de 71,7 %, pour s'établir à 3 544,1 milliards contre 2 064,2 milliards en 2003, du fait principalement de la hausse des revenus des investissements privés.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières en 2003, se réduirait quelque peu à 527,2 milliards contre 656,0 milliards un an plus tôt, en raison de la réduction des investissements directs consécutive à l'achèvement de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi.

En définitive, la balance des paiements de la Communauté dégagerait un solde excédentaire de 112,3 milliards (0,6 % du PIB) en 2004.

Pour ce qui concerne la monnaie, la situation au 31 décembre 2004 se caractériserait par un renforcement de la position extérieure nette, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie autour de 73,8 % contre 64,9 % en 2003. Les avoirs extérieurs nets se renforceraient de 75,1 % à 1 439,3 milliards. Dans le même temps, le crédit intérieur net se replierait de 16,4 % revenant de 2 479,6 milliards en décembre 2003 à 2 073,8 milliards un an plus tard. Cette évolution serait imputable à une baisse sensible des créances nettes sur l'Etat (-49,5 %) alors que les crédits à l'économie augmenteraient légèrement (+0,1 %). Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire progresserait de 6,3 % pour atteindre 2 824,1 milliards.

Pour l'année 2005, les performances économiques Communautaires resteraient soutenues, avec un taux de croissance réelle de l'ordre de 6,3 %, conduisant à une augmentation du revenu réel par habitant de 3,8 % pour un taux de croissance de la population de 2,5 % . Le taux d'inflation serait de 2,6 %.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, dégagerait un excédent correspondant à 4,6 % du PIB contre 5,5 % du PIB en 2004. S'agissant des échanges avec l'extérieur, le solde courant deviendrait excédentaire en 2005 pour représenter 0,4 % du PIB sous l'impulsion de la hausse sensible des quantités exportées. Quant à la situation monétaire, elle se raffermirait avec un taux de couverture extérieure de 80,6 %. Les avoirs extérieurs nets et le crédit à l'économie augmenteraient respectivement de 37,4 % et 13,9 %, alors que les créances nettes sur les Etats baisseraient de 117 %. La masse monétaire augmenterait en conséquence de 9,5 %.

3.3 COMORES

- **Contexte général**

L'année 2004 s'est déroulée dans un climat politique apaisé, marqué par le parachèvement de la réconciliation nationale et la mise en place des institutions issues de la Constitution du 23 décembre 2001. Il s'agit d'un long processus qui s'est achevé par l'accord conclu en décembre 2003 à Moroni, avec l'appui de la communauté internationale.

La seconde étape du processus visait à l'adoption des lois organiques sur le partage des compétences entre l'Union et les Iles autonomes. Des divergences importantes existaient, notamment sur les questions touchant à la sécurité et à la gestion des entreprises publiques. Le projet de Loi sur le partage des compétences entre l'Union et les Iles, après avoir été rejeté une première fois par une partie des députés car jugé non conforme à la constitution par le Conseil constitutionnel, a été adopté en février 2005.

Le FMI a inscrit dans ses conditions, pour engager un programme de surveillance avec les Comores en 2005, l'adoption des lois organiques sur le partage des compétences et le vote d'un budget consolidé, incluant l'Union et les Iles autonomes.

- **Situation économique en 2004**

La situation économique, financière et monétaire, a enregistré des évolutions contrastées, accentuées par l'effondrement de la production de vanille, accompagnée d'une baisse des prix dont l'impact négatif s'est manifesté par un recul du crédit intérieur.

Le taux de croissance du PIB réel, prévu à 3,2% en 2004 s'est établi à 2,5% contre 2,9 % en 2003. Cette croissance serait tirée par la demande intérieure, notamment par la consommation privée.

Le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, a atteint 4,5% en moyenne annuelle contre 3,7% en 2003, résultant d'une demande intérieure soutenue, en particulier, par la progression des dépenses publiques. La hausse des cours des produits pétroliers n'a pas eu un impact sur les prix à la pompe, l'appréciation de l'Euro par rapport au dollar ayant neutralisé le choc.

S'agissant des finances publiques, un accord mettant en place un mécanisme de répartition des recettes et des dépenses entre l'Union et les Iles est intervenu au 1^{er} trimestre, mais n'a pas correctement

fonctionné, conduisant à une baisse des recettes au 1^{er} semestre. Cette tendance s'est plutôt inversée au second semestre. Le montant total des recettes budgétaires a atteint 22,7 milliards FC.

Les recettes fiscales ont augmenté de plus de 40%, pour représenter 13,4% du Pib contre 10,3% en 2003, sous l'effet de l'intégration des recettes d'Anjouan et la progression de plus de 6% de la valeur des importations. Les taxes sur le commerce extérieur représenteraient plus de 60% du total des recettes.

Les dépenses ont parallèlement augmenté, passant de 16,3 milliards FC en 2003 à 19,6 milliards FC en 2004. Cette progression des dépenses est essentiellement imputable à la hausse de la masse salariale, qui passe de 7,4 milliards FC en 2003 à 11,7 milliards FC en 2004, suite aux nouveaux recrutements opérés dans la Fonction Publique et à la mise en place des structures des nouvelles Institutions. Les dépenses en biens et services ont été contenues à 4,8 milliards FC, niveau identique à celui observé en 2003.

Les dépenses en capital ont reculé de plus de 1 milliard FC, du fait de la diminution des opérations financées sur ressources extérieures alors que les financements intérieurs ont augmenté de plus de 30%.

Au total, le déficit global hors dons s'est établi à 4,1% du PIB nominal en 2004 contre 7,3% en 2003.

La situation des comptes extérieurs a été caractérisée par une dégradation du compte courant (dons compris), affichant un déficit de 3,9% par rapport au Pib contre 2,7% en 2003, en liaison avec l'accroissement de plus de 43% du déficit de la balance commerciale. Cette évolution est expliquée par la forte chute des exportations de vanille (-63%) pendant que les importations augmentaient de 12%. L'ampleur du déficit du compte courant est atténué par la hausse des apports des non résidents enregistrés au niveau des postes « transferts privés sans contrepartie et autres revenus du tourisme ».

Le recul de la masse monétaire s'explique essentiellement par la détérioration du crédit à l'économie (-9%), résultant de la réticence des établissements financiers à financer la campagne de la vanille 2004 alors que les avoirs extérieurs nets n'ont reculé que de 1,4%. Le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs s'est par contre amélioré en passant de 107 à 109% de décembre 2003 à décembre 2004.

• Perspectives pour 2005

Les Comores ont renoué leur négociation avec le FMI et un programme de surveillance de six mois a été mis en place en 2005 dans l'objectif de bénéficier dès cette année de l'appui du FMI dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance et d'accéder à l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés. L'exécution de ce programme concourt parallèlement à tendre vers les objectifs de convergence.

La Loi de Finances pour l'année 2005, incluant le budget de l'Union et celui des Iles a été votée et promulguée en janvier 2005, suivie de l'adoption par les députés de la Loi organique sur le partage des compétences entre l'Union et les Iles autonomes.

L'exécution du budget 2005 permettrait de satisfaire les critères quantitatifs retenus par le FMI et dont les principaux repères sont :

- Un solde budgétaire intérieur primaire supérieur à 2,7 milliards FC ;
- Des recettes intérieures supérieures à 24,7 milliards FC ;
- Une masse salariale plafonnée à 11,7 milliards FC ;
- Une inflation maîtrisée ;

Une mission du FMI pour une évaluation à mi-parcours du programme est prévue en mai 2005.

4. ETAT DE LA CONVERGENCE EN 2004

	Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	Taux d'inflation annuel moyen (en %)	Encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal (en %)	Accumulation des arriérés (milliards de FCFA)	
				Extérieurs	Intérieurs
Norme	>=0	<=3	<=70	0	0
UEMOA	-0,3	0,5	68,5	507,1	107,2
Bénin	1,1	1,6	44,8	0,0	0,0
Burkina Faso	-0,5	-0,4	46,6	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	-1,4	1,4	76,9	447,0	91,4
Guinée Bissau	-5,7	0,9	364,9	13	0
Mali	-0,3	-3,1	70,0	0,0	0,0
Niger	-1,7	0,2	78,4	0,0	3,2
Sénégal	1,1	0,5	50,5	0,0	0,0
Togo	1,0	0	103,2	47,1	12,5
CEMAC	6,7	1,3	59,0	34,2	nd
Cameroun	3,9	0,1	52,7	12,7	nd
Centrafrique	-0,4	- 2,1	116,7	21,5	nd
Congo	6,8	1,0	175,1	0,0	nd
Gabon	10,1	1,5	50,1	0,0	nd
Guinée Equatoriale	18,3	4,2	4,0	0,0	nd
Tchad	1,8	2,0	27,5	0,0	nd
Comores	-2,1	4,5	95	30,5*	26,5*

En grisé, critère rempli.

* en milliards FC

4.1 UEMOA

- Critères de premier rang

Le ratio solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (hors dépenses financées sur ressources PPTE) a été de -0,3% du PIB comme en 2003. Trois Etats membres, à savoir le Bénin, le Sénégal et le Togo ont respecté ce critère avec des excédents de 1,1 %, 1,1 % et 1,0 %, respectivement. Pour les autres Etats, le déficit est compris entre 0,3 % pour le Mali et 5,7 % pour la Guinée Bissau.

Le taux d'inflation annuel moyen s'est situé à 0,5 % contre 1,3 % en 2003 pour une norme communautaire de 3 % maximum. Tous les Etats membres ont respecté ce critère en 2004, en raison des résultats satisfaisants des campagnes agricoles 2003/2004 et 2004/2005.

Le ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB a été de 68,5 % contre 73,1 % en 2003 pour une norme communautaire de 70 % maximum. Quatre Etats membres, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont respecté ce critère en 2004. La Guinée Bissau et le Togo ont des taux d'endettement supérieurs à 100 %.

La non accumulation des arriérés de paiement intérieurs sur la gestion de la période courante n'a pas été respectée par la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo qui ont accumulé des arriérés de 91,4 milliards, 3,2 milliards et 12,5 milliards, respectivement.

La non accumulation des arriérés de paiement extérieurs sur la gestion de la période courante n'a pas été respecté trois Etats, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Togo qui ont accumulé des arriérés de 447,0 milliards, 13,0 milliards et 47,1 milliards, respectivement.

- **Critères de second rang**

Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales a été de 38,3 % contre 38,1 % en 2003 pour une norme de 35 % maximum. Cette évolution s'explique par la revalorisation du point indiciaire et le recrutement de personnel dans certains Etats membres. Deux Etats membres, le Mali et le Sénégal ont respecté ce critère. Pour la Guinée Bissau, ce ratio a été de 133,2 %. Pour les autres Etats, le ratio est compris entre 35,8 % pour le Burkina-Faso et 45,3 % pour la Côte d'Ivoire.

Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales a été de 19,4 % contre 18,6 % en 2003 pour une norme communautaire de 20 % maximum. Cette évolution est consécutive à la poursuite des investissements dans les secteurs sociaux soutenus par les allègements obtenus dans le cadre de l'Initiative PPTE. Cinq Etats membres ont respecté ce critère. Il s'agit du Bénin, du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal. Pour la Côte d'Ivoire et le Togo, ce ratio s'est situé à 9 % et 8,5 %, respectivement. Il a été de 15,1 % pour la Guinée Bissau.

Le ratio du solde extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal s'est stabilisé autour de -5%, déficit maximum autorisé par la norme communautaire. La baisse des cours des matières premières exportées par l'Union n'a pas permis une amélioration de ce ratio. Seule la Côte d'Ivoire a respecté ce critère avec un excédent représentant 2,0 % du PIB. Les autres Etats membres ont dégagé un déficit compris entre 6,9 % et 19,4 %.

Le taux de pression fiscale a été de 14,9 % contre 14,6 % en 2003 pour une norme communautaire de 17 % minimum. Cette évolution est due à la hausse des recettes fiscales au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. Seul le Sénégal a respecté ce critère. Pour les autres Etats, ce ratio est compris entre 7,6 % et 15,2 %.

4.2 CEMAC

[Préambule: hormis le taux d'inflation qui s'apprécie annuellement, l'examen des autres critères s'inscrit en principe dans un horizon triennal basé sur un programme de convergence. Cependant, le retard observé par les Etats dans l'élaboration du programme triennal rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif. Il en est de même de l'absence de données prévisionnelles fiables sur le montant des arriérés de la gestion courante et le stock de la dette intérieure.]

- **Critères de base**

Au 31 décembre 2004, **le solde budgétaire de base** dégagerait, au niveau de la Communauté, un résultat positif de 6,7 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Seul, un pays de la Sous-région (République centrafricaine) n'observerait pas ce critère.

Un solde budgétaire de base structurel, fondé sur le lissage sur les cinq dernières années¹, des recettes pétrolières réalisées par chaque Etat pétrolier permettrait de réduire l'impact des chocs conjoncturels sur les performances budgétaires des Etats de la CEMAC. Dans cette optique, le solde budgétaire de base de la Communauté demeurerait excédentaire, quoiqu'en repli, à 4,0 % du PIB. De même, les cinq pays pétroliers de la Sous-région continueraient à respecter le critère du solde budgétaire de base, avec toutefois des performances en léger retrait. Ainsi, le solde budgétaire de base structurel s'établirait à 3,2 % du PIB au Cameroun contre 3,9 % du PIB pour le solde budgétaire non lissé, 1,4 % du PIB au Congo contre 6,8 % du PIB, 10,2 % du PIB au Gabon au lieu de 10,1 % du

¹ La méthode de lissage consiste à adopter comme recettes pétrolières de l'année, la moyenne des recettes pétrolières des cinq dernières années, lesquelles intègrent la moyenne sur cinq ans des prix du baril de pétrole brut, des quantités produites et des cours du dollar.

PIB², 3,7 % du PIB en Guinée Equatoriale contre 18,3 % du PIB. S'agissant du Tchad, il demeurerait à 1,8 % du PIB compte tenu du fait que ce pays n'en est qu'à sa première année de production pétrolière.

S'agissant de **l'inflation**, avec un taux de 0,3 % à fin décembre 2004, la Communauté respecterait le plafond fixé pour ce critère. Seule la Guinée Equatoriale ne respecterait pas ce critère pour 2004.

Le critère relatif au taux **d'endettement public** a été calculé sur la base de la dette publique extérieure et intérieure pour l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée Equatoriale. Ainsi, les données disponibles indiqueraient un niveau d'endettement de la Communauté de 59,0 % avec une situation préoccupante pour le Congo (175,1 % du PIB) et pour la République Centrafricaine (116,7 % du PIB). S'agissant du Cameroun, du Gabon et du Tchad, ces taux seraient respectivement de 52,7 %, 50,1 % et 27,5 %. Enfin, la Guinée Equatoriale enregistrerait un taux d'endettement public de 4,0 % du PIB.

Enfin, pour le critère relatif à la **non-accumulation des arriérés** extérieurs et intérieurs pendant la gestion courante, les chiffres disponibles pour 2004 laisseraient apparaître une accumulation d'arriérés de 34,2 (12,7 milliards pour le Cameroun, 21,5 milliards pour la République Centrafricaine). Toutefois, les données relatives au suivi des arriérés intérieurs ne sont pas disponibles. Il importe de signaler que, malgré la Directive communautaire, la plupart des Etats n'ont engagé, à ce jour, aucune action pour évaluer le stock des arriérés intérieurs, et encore moins, mis en oeuvre un plan de leur apurement.

- **Indicateurs**

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs considérés comme des repères indicatifs permettant de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Il s'agit ici du solde budgétaire primaire, du taux de couverture extérieure de la monnaie, du taux de pression fiscale, de la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat et du déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire, qui doit être positif pour couvrir les charges de la dette, représenterait 8,4 % du PIB à fin décembre 2004.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2004 serait de 73,9 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Cet indicateur, suivi par la Banque Centrale, s'est établi autour de 65,0% au cours des trois dernières années.

Concernant **le taux de pression fiscale**, qui traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges, le niveau communautaire de 21,0 % du PIB est comparable au niveau moyen de la Zone Franc.

Quant à **la masse salariale**, sa variation en 2004 (+4,9 %), imputable à la progression des traitements et salaires au Cameroun (+8,3 %), au Tchad (+5,6 %), au Congo (+4,3 %) et en Guinée Equatoriale (+2,6 %), serait inférieure à celle des recettes publiques (+22,7%) ; celles-ci ayant profité de la bonne tenue des recettes aussi bien pétrolières que non pétrolières.

Enfin, s'agissant du **compte courant**, le déficit communautaire se réduirait sensiblement et représenterait 2,2 % du PIB, en 2004, en rapport avec l'excédent que réaliseraient le Congo (+11,4 % du PIB) et le Gabon (+10,3 % du PIB). Les déficits dans les autres pays de la CEMAC atteindraient : 2,9 % du PIB au Cameroun, 7,2 % du PIB en République centrafricaine, 13,0 % du PIB en Guinée Equatoriale et 19,5 % du PIB au Tchad.

² L'évolution relativement favorable du solde budgétaire de base structurel du Gabon s'explique par la baisse tendancielle de la production pétrolière qui se traduit par un repli continu des recettes pétrolières nonobstant la bonne tenue des cours du baril de pétrole brut et un solde effectif moins favorable que le solde structurel.

4.3.COMORES

Sur proposition du Comité de Convergence, les Ministres chargés des Finances ont encouragé les Comores à poursuivre les efforts de convergence et à partager les objectifs fixés dans la CEMAC et dans l'UEMOA.

Un représentant du Ministère des Finances est désigné pour participer avec la Banque Centrale des Comores aux travaux du Comité. Les autorités se sont aussi engagées à partager incessamment les objectifs de convergence fixés par la CEMAC et l'UEMOA et à mettre en place une politique macroéconomique permettant d'atteindre ces objectifs. Un calendrier n'a toutefois pas encore été fixé.

Dans la situation actuelle des indicateurs de convergence, aucun critère de 1^{er} rang n'est respecté par les Comores :

- Le solde budgétaire de base rapporté au Pib a enregistré une nette amélioration, en revenant de -3,8% en 2003 à -2,1% (norme ≥ 0) ;
- Le taux d'inflation s'est détérioré, passant de 3,7% en 2003 à 4,5% en 2004 (norme $\leq 3\%$)
- L'encours de la dette publique totale représente 95% du Pib (norme $\leq 70\%$)
- Les arriérés intérieurs et extérieurs représentent respectivement 18% et 20,7% du Pib en 2004.

5. RECOMMANDATIONS

5.1 UEMOA

L'analyse de la situation économique et financière des Etats membres de l'Union fait ressortir :

- une croissance économique faible au regard des objectifs de développement du millénaire ;
 - une situation des finances publiques toujours précaire, marquée par une accumulation d'arriérés de paiement et une détérioration des soldes budgétaires dans certains Etats membres ;
 - un ralentissement du rythme de convergence, en rapport avec les crises socio-politiques dans certains Etats membres, la hausse des cours des produits pétroliers, la baisse des cours des matières premières exportées par l'Union et la crise acridienne.
- **Recommandations générales**

Au total, pour garantir la consolidation du cadre macroéconomique et une convergence des économies de l'Union à l'horizon du 31 décembre 2005, il conviendrait de :

- Restaurer un climat socio-politique indispensable à la croissance ;
- Poursuivre les efforts d'amélioration des recettes et de maîtrise des dépenses ;
- Prendre en compte les contraintes liées au respect des critères de convergence dans la préparation et l'exécution du budget de l'année 2005 ;
- Restaurer ou maintenir des relations harmonieuses avec la communauté internationale.

La mise en œuvre des orientations de politique économique pour l'année 2005 ci-dessous permettrait de trouver une solution satisfaisante à certaines préoccupations sus évoquées.

En cette année 2005, horizon de convergence, il devient impérieux pour les autorités des Etats membres de prendre les dispositions idoines en vue d'assurer la consolidation du cadre macroéconomique et des efforts en matière de convergence. Pour ce faire, il importe :

- d'organiser un grand forum de discussions entre les Etats membres de l'Union et les partenaires au développement pour un échange d'expériences en vue de mieux réussir les réformes ;
- de promouvoir l'intégration économique pour que l'espace régional soit une réalité et serve de socle solide à la reprise d'une croissance durable ;
- de renforcer l'élan de solidarité dans la résolution de la crise ivoirienne dont la persistance pourrait engendrer de graves conséquences pour l'Union. En effet, l'Union a continué à supporter les chocs de différentes natures grâce aux acquis du passé ;
- de poursuivre les efforts pour obtenir et /ou maintenir des relations harmonieuses avec les institutions financières internationales ;
- de mettre en place un cadre de concertation et d'échanges sur les programmes de privatisation;
- d'appuyer les Etats membres de l'Union qui n'ont pas encore atteint le point de décision de l'Initiative PPTE à y parvenir avant fin 2006.

- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

1°) Bénin :

Le Bénin a respecté les quatre critères de premier rang. Toutefois, le respect du critère clé reste précaire en raison des difficultés de mobilisation des recettes. Pour assurer un respect durable des critères de convergence, des dispositions devraient être prises pour :

- renforcer l'effort fiscal en vue d'améliorer le taux de pression fiscale;
- accélérer les réformes structurelles, notamment dans la filière coton et le sous secteur de l'énergie électrique ;
- prendre les dispositions appropriées pour améliorer l'état des relations commerciales avec le Nigeria ;
- poursuivre les efforts en vue de conclure un programme économique et financier avec les Institutions de Bretton Woods.

2°) Burkina-Faso :

En matière de convergence, le profil de tous les indicateurs s'est amélioré par rapport à 2003. Comme en 2003, tous les critères de premier rang ont été respectés, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base.

Pour consolider les résultats, le Burkina-Faso est invité à :

- poursuivre les efforts en vue d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales ;
- poursuivre la maîtrise des dépenses courantes ;
- préserver la soutenabilité de la dette publique ;
- poursuivre les réformes en cours, en particulier, les réformes structurelles et les politiques sectorielles ;
- poursuivre les réformes entreprises dans la filière coton pour renforcer sa compétitivité et accroître la professionnalisation des acteurs de la filière.

3°) Côte d'Ivoire :

La situation de convergence ne s'est pas sensiblement améliorée. A une année de l'échéance de convergence, le pays a respecté deux critères contre un critère en 2003. Au total, pour converger en 2005, les autorités ivoiriennes devraient poursuivre les efforts. Les principales mesures devraient concerner :

- la mise en œuvre avec l'appui de la communauté internationale des actions concrètes visant la normalisation effective de la situation socio-politique ;
- le rétablissement des relations de coopération harmonieuses avec les institutions financières internationales;
- la poursuite de l'assainissement des finances publiques;
- l'amélioration de l'efficacité de la filière café-cacao.

4°) Guinée Bissau :

Au total, seul le critère relatif au taux d'inflation a été respecté en 2004.

Dans ces conditions, pour faire évoluer l'économie sur un sentier de convergence conforme aux objectifs du Pacte, les Autorités devraient prendre les dispositions en vue de :

- consolider la normalisation de la situation socio-politique ;
- poursuivre l'assainissement des finances publiques, notamment par l'amélioration du recouvrement des recettes et la maîtrise des dépenses ainsi que le respect des principes et procédures budgétaires ;
- renforcer les capacités de l'Administration publique par le recours à l'assistance technique sous-régionale.

5°) Mali :

S'agissant des indicateurs de convergence, la situation serait en recul par rapport à 2003. Le ratio solde budgétaire de base rapporté au PIB ne serait pas respecté ainsi que les critères relatifs au taux de pression fiscale et au déficit extérieur courant hors dons.

Pour assurer la convergence effective de l'économie malienne, des dispositions devraient être prises pour :

- poursuivre la mise en œuvre du programme économique et financier soutenu par la FRPC, notamment les réformes structurelles dans les secteurs cotonnier et de l'électricité ;
- mettre en œuvre une politique vigoureuse de diversification et de promotion des exportations;
- veiller à une mobilisation accrue des ressources intérieures;
- assurer un suivi rigoureux de l'exécution budgétaire;
- mettre en œuvre une politique favorable à la réduction des coûts de production des entreprises, notamment ceux liés aux infrastructures et aux services publics ;
- poursuivre la politique de promotion du tourisme.

6°) Niger :

Au total, en 2004, deux critères dont le solde budgétaire de base ont été respectés. Toutefois, au regard du caractère fragile de l'équilibre du solde budgétaire de base et pour éviter tout dérapage, il conviendrait que les Autorités prennent des dispositions pour :

- accélérer la mise en place de l'assistance technique aux administrations fiscales;
- élargir la base taxable et améliorer l'efficacité des règles financières,.
- poursuivre la mise en œuvre des actions visant la maîtrise des dépenses courantes;
- accélérer la signature des accords bilatéraux d'annulation et de rééchelonnement de la dette extérieure;
- déployer des efforts pour assurer l'apurement des arriérés de paiement relatifs aux concours monétaires.

- développer les filières tournées vers l'exportation en vue de contribuer à renforcer les bases de la croissance économique ;
- achever la restructuration du Crédit du Niger et de la Caisse des Prêts aux Collectivités Territoriales.

7°) Sénégal

Au total, le Sénégal a respecté sept critères sur huit, consolidant ainsi sa situation de convergence. Le critère non respecté est celui relatif au solde extérieur courant hors transferts officiels rapporté au PIB nominal.

Pour renforcer la convergence de l'économie du Sénégal, les Autorités sont invitées à poursuivre :

- le maintien de l'effort d'assainissement des finances publiques et de la viabilité de la dette ;
- la politique de diversification des exportations par la promotion des produits non traditionnels (produits horticoles, cuirs et peaux, et autres produits de l'artisanat) ;
- la rationalisation des dépenses courantes, particulièrement, la consolidation de l'exécution budgétaire en rapport avec la mise en œuvre du programme triennal d'augmentation des salaires dans la fonction publique ;
- la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions prévues dans le cadre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en vue de réduire la pauvreté.

8°) Togo :

Au total, le Togo n'a respecté que deux critères en 2004, le solde budgétaire de base et le taux d'inflation annuel moyen. Aussi, les Autorités togolaises sont-elles invitées à prendre des mesures vigoureuses en vue de :

- accélérer la reprise de la coopération financière avec l'ensemble des partenaires au développement pour permettre une mobilisation accrue de ressources financières et un traitement approprié des arriérés de paiement de la dette ;
- accélérer la mise en œuvre effective des réformes recommandées par l'Union européenne, condition nécessaire pour le bénéfice d'un soutien financier extérieur ;
- relancer la production dans les secteurs-clé, notamment celui des phosphates ;
- améliorer l'environnement des affaires en vue de favoriser la relance des investissements productifs ;
- accélérer la mise en œuvre des mesures de recouvrement afin d'améliorer le taux de pression fiscale.

5.2 CEMAC

L'environnement international favorable et notamment la hausse des cours du pétrole, a des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance projeté à 7,7 % en 2004, en nette progression par rapport à son niveau de 2003 qui était de 4,1%, entraînant un PIB réel par habitant de 5,2 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Ce niveau de croissance appréciable, pour être durable, doit reposer sur la poursuite de la stabilité macroéconomique afin de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. A cet effet, les grandes orientations des politiques économiques adoptées pour l'année 2005 constituent les actions de base.

- **Recommandations générales**

Il s'agit de porter les priorités sur la réalisation d'une croissance saine et durable basée sur la diversification des activités de production et l'assainissement des finances publiques ainsi que sur l'approfondissement de l'intégration régionale.

Ceci conduit le Comité à faire plus particulièrement les recommandations suivantes dans ce rapport :

- Diversifier les activités productives en s'appuyant notamment sur :
 - La promotion des investissements privés ;
 - L'accélération du programme de restructuration des entreprises publiques.
- Assainir les finances publiques en améliorant les recettes publiques hors pétrole, notamment par :
 - L'élargissement de l'assiette fiscale ;
 - La poursuite des actions de recouvrement ;
 - La mise en œuvre effective des mécanismes de stabilisation des recettes budgétaires ;
 - La rationalisation des procédures et des circuits des dépenses.
- Approfondir l'intégration régionale pour le développement économique et social des pays de la sous-région et leur insertion dans l'économie mondiale. Ceux-ci sont appelés à mettre l'accent sur :
 - L'approfondissement de l'union douanière à travers l'élimination effective des obstacles administratifs à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ;
 - La convergence macroéconomique à travers le renforcement de la surveillance multilatérale.

Le maintien et le renforcement de la coopération avec les partenaires au développement demeurent une nécessité.

- **Recommandations par Etat**

En ce qui concerne les Etats pris individuellement, les recommandations de politiques économiques du Comité sont les suivantes :

Au **Cameroun**, les difficultés observées récemment dans l'exécution de son programme économique et notamment les dérapages dans les finances publiques et le retard dans la restructuration des entreprises publiques, doivent être remédiées au plus vite afin d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE et bénéficier ainsi des ressources pour maintenir son économie sur un sentier de croissance durable.

En **République Centrafricaine**, les autorités doivent profiter des facilités financières qui ont été récemment mises à leur disposition pour réussir leur programme économique intérimaire du 2^{me} semestre 2004. A cet égard, un accent particulier doit être mis sur l'assainissement des finances publiques, la réussite du retour à l'ordre démocratique et la sécurité des personnes et des biens en vue de relancer l'activité économique.

Au **Congo**, l'engagement des Autorités à assurer plus de transparence dans la gestion des ressources pétrolières est à encourager. Il devrait être accompagné d'une gestion toujours plus rigoureuse des dépenses publiques et de la poursuite des réformes structurelles.

Au **Gabon**, le bon démarrage du programme économique soutenu par l'accord de confirmation du FMI constitue un motif de satisfaction. Les autorités doivent profiter de l'embellie des prix du pétrole pour attaquer les problèmes sociaux, poursuivre l'amélioration de la gestion des finances publiques et

les réformes structurelles et asseoir une stratégie de développement du secteur privé et de diversification de l'économie.

En **Guinée Equatoriale**, la forte croissance économique liée à la production et au prix du pétrole apparaît comme une occasion propice aux autorités pour asseoir la diversification de leur économie. De plus, l'amélioration de la transparence dans la gestion des finances publiques concourrait à une utilisation rationnelle des ressources générées par l'exploitation pétrolière. Enfin, une politique budgétaire permettrait de contenir les pressions inflationnistes.

Au **Tchad**, les performances de l'économie tirées par le boom pétrolier attendues en 2004 sont très encourageantes. Toutefois leur impact positif sur le reste de l'économie exige de la part des autorités un regain d'efforts dans la gestion des finances publiques et dans la mise en œuvre efficace de la stratégie de réduction de la pauvreté.

6. ANNEXES

6.1 Situation économique et financière de chaque Etat

UEMOA

BENIN :

L'activité économique a été marquée par un ralentissement en 2004 avec un taux de croissance de 3,0 % contre 3,9 % en 2003. Ce ralentissement est imputable essentiellement aux contre-performances des secteurs primaire et secondaire, en rapport avec la baisse de la production de coton et des activités de transformation. Au total, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, ont été, respectivement, de 1,3 point, 0,1 point et 1,6 point.

Les perspectives économiques pour l'année 2005 affichent un taux de croissance de 5,3 %, tiré par l'ensemble des secteurs de l'économie. Ainsi, les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement, de 1,4 point, 1,2 point et 2,7 points.

Au cours de l'année 2004, l'activité économique a été réalisée dans un contexte marqué par une inflation modérée avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,9 % contre 1,5 % en 2003. L'évolution de l'inflation est liée aux résultats satisfaisants de la production vivrière de la campagne agricole précédente 2003/2004. Le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devait se poursuivre..

S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une amélioration des principaux soldes budgétaires induite par une hausse des recettes budgétaires et une baisse des dépenses totales. En effet, les recettes budgétaires, ont progressé de 1,8 % pour représenter 16,2 % du PIB contre 16,6 % en 2003. Les dons se sont accrus de 23,6 %. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont baissé de 3,7 % pour représenter 19,4 % du PIB contre 21,1 % en 2003. Cette baisse des dépenses totales est imputable à la réduction des dépenses en capital financées sur ressources intérieures de 27,7 % décidée par les Autorités béninoises pour faire face aux conséquences de la mesure prise par les Autorités nigérianes de limiter les importations en provenance du Bénin.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par une amélioration des soldes budgétaires. En effet, l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, s'est établi à 1,1 % du PIB contre un déficit de 0,2 % en 2003, les recettes ayant augmenté de 1,8 % contre une baisse des dépenses de base de 3,7 %, sous l'effet des dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures. Lorsque les dépenses financées sur ressources PPTE sont prise en compte l'excédent se contracte pour représenter 0,4 % du PIB en 2004 contre un déficit de 1,0 % du PIB en 2003. Le déficit global hors dons est ressorti à 3,2 % du PIB contre 4,5 % en 2003. Quant au déficit global, il est ressorti à 0,9 % du PIB contre 2,5 % en 2003, suite à une forte augmentation des dons.

En 2005, les prévisions en matière de finances publiques indiquent une progression de 8,7 % des recettes budgétaires qui représenteraient 16,4 % du PIB. Cet objectif serait atteint à travers la poursuite de la mise en œuvre des mesures de relance de l'économie et le renforcement des administrations fiscale et douanière. En ce qui concerne les dons, ils s'inscriraient en hausse pour s'établir à 65,2 milliards, soit 2,8 % du PIB.

Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 10,7 % en 2005 pour représenter 20,0 % du PIB. Cette évolution serait imputable aux dépenses en capital, dont la progression serait de 26,8 %.

Au total, l'excédent du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, se contracterait pour représenter 0,7 % du PIB, en raison de la hausse des dépenses de base de 11,7 %,

l'augmentation des recettes budgétaires étant de 8,7 %. Le déficit global hors dons et le déficit global ressortiraient, respectivement, à 3,7 % et 0,8 % du PIB.

L'encours de la dette publique totale s'est élevé à 969,1 milliards, soit 44,8 % du PIB contre 41,1 % en 2003. Le service de la dette extérieure a représenté 13,9 % des recettes budgétaires totales. Dans le cadre de l'Initiative PPTE, le Bénin a atteint le point d'achèvement en 2003 et bénéficie des allègements de sa dette extérieure

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant hors dons s'est amélioré en s'établissant à 6,9 % du PIB contre 9,6 % en 2003, en liaison avec la contraction du déficit commercial et du renforcement des transferts courants. Avec le maintien de cette tendance en 2005, il s'établirait à 5,8 % du PIB, en raison de la diminution du déficit commercial, liée aux bonnes perspectives des exportations de coton.

En s'établissant à 236,6 milliards à fin décembre 2004, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 43,2 milliards par rapport à décembre 2003. Cette évolution s'explique essentiellement par le recul de 51,5 milliards de la position extérieure nette de la BCEAO, atténuée par l'accroissement de 8,3 milliards de celle des banques. L'encours du crédit intérieur est ressorti à 207,8 milliards à fin décembre 2004, en augmentation de 10,4 milliards ou 5,3% par rapport à fin décembre 2003. La masse monétaire a baissé de 42,1 milliards ou 9,5% en variation annuelle, pour s'établir à 402,3 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution s'est traduite par le recul de 47,1 milliards ou 58,9% de la circulation fiduciaire et par la hausse de 5,0 milliards ou 1,4% des dépôts en banque.

En 2005, une hausse des avoirs extérieurs nets de 25,0 milliards est prévue ainsi qu'une progression de 12,8 milliards du crédit intérieur et, conséquemment, un accroissement de la masse monétaire de 6,4% qui devrait se situer à 494,5 milliards à fin décembre 2005.

BURKINA FASO :

En 2004, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,1 % contre 8,0 % en 2003. Ce ralentissement est essentiellement imputable à la baisse de la production céréalière qui a induit une croissance du secteur primaire de -2,8 %, en raison essentiellement des conditions climatiques moins favorables. Les contributions à la croissance des secteurs, primaire, secondaire et tertiaire, ont été, respectivement, de -1,1 point, 1,2 point et 4,0 points. Pour 2005, la croissance se situerait à 4,4 %. Cette croissance dépendra de l'évolution des cours du coton et du pétrole.

En 2004, la croissance a été réalisée dans un contexte de baisse de prix, le taux d'inflation annuel moyen ayant été de -0,4 %. Cette évolution s'explique par l'approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers, la campagne céréalière 2003/2004 ayant été largement excédentaire, la quatrième année consécutive en dépit de la baisse de la production de céréales. Le repli du niveau général des prix a toutefois été atténué par la hausse des prix des transports, de l'électricité et des carburants, en relation avec la progression des cours du pétrole. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devait se poursuivre.

En 2004, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été caractérisée par une détérioration des soldes budgétaires, en relation avec la forte hausse des dépenses. Les recettes budgétaires, portées par les recettes fiscales, ont progressé de 14,9 % pour représenter 12,9 % du PIB contre 12,2 % en 2003. Cette bonne performance s'explique principalement par les différentes mesures mises en œuvre au niveau des régies pour améliorer le recouvrement, notamment, l'examen plus rigoureux des exonérations, le renforcement des vérifications de factures et l'intensification de la lutte contre la fraude. Les dons ont été mobilisés à hauteur de 131,3 milliards, soit 4,9 % du PIB.

Les dépenses totales ont augmenté de 24,3 % pour représenter 22,5 % du PIB contre 19,7 % en 2003. Cette progression est essentiellement imputable aux dépenses en capital, en accroissement de 33,9 %, en relation avec les travaux réalisés dans le cadre des sommets organisés dans le pays, pour lesquels d'importants financements extérieurs ont été mobilisés.

Quant aux dépenses courantes, elles ont progressé de 15,9 %, sous l'effet des dépenses de matériel et des dépenses de transfert. Toutefois, cette progression doit être relativisée du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature qui a entraîné une "reclassification" de certaines dépenses, biaisant ainsi l'appréciation de l'évolution du fait de cette rupture.

Au total, le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, a représenté -0,5 % du PIB contre -0,7 % en 2003. Cette légère amélioration est liée à la forte hausse des recettes, la progression des dépenses de base étant de 12,6 %. En ajoutant les dépenses financées sur ressources PPTE, le déficit de ce solde a représenté 2,1 % du PIB contre 2,0 % en 2003. Le déficit global hors dons s'est aggravé pour représenter 9,5 % du PIB contre 8,4 % en 2003. Quant au déficit global, il est passé de 3,0 % du PIB en 2003 à 4,6 % en 2004.

En 2005, il est attendu une amélioration des soldes budgétaires, en rapport avec la hausse des recettes. En effet, les recettes publiques progresseraient de 18,9 % grâce à l'intensification des enquêtes et des vérifications de factures et un meilleur suivi du transit et des exonérations. Les dépenses augmenteraient de 5,8 %. Il en résulterait un solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, représentant 0,1 % du PIB contre -0,5 % en 2004, la progression des dépenses de base étant de 13,0 %. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils représenteraient, respectivement, 7,5 et 1,2 % du PIB,

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours est établi à 1249,5 milliards à fin décembre 2004, soit 46,6 % du PIB contre 48,6 % en 2003. Le service de la dette publique totale rapporté aux recettes budgétaires a été de 14,8 % contre 18,1 % en 2003.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit courant hors dons, s'est réduit à la suite du repli du déficit commercial, passant de 12,9 % en 2003 à 11,2 % en 2004. En 2005, ce ratio se situerait à 10,7 % du PIB.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en baisse de 2,4 milliards par rapport à fin décembre 2003, en s'établissant à 163,8 milliards à fin décembre 2004. La position extérieure nette de la BCEAO a baissé de 6,9 milliards tandis que celle des banques a augmenté de 4,5 milliards. L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 15,3 milliards, soit 4,1% à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de la hausse de 41,0 milliards des crédits ordinaires, atténuée par le recul de 25,7 milliards de la position nette du Gouvernement. La masse monétaire a connu un repli de 0,6 milliard pour s'établir à 509,1 milliards, en liaison avec l'évolution de ses contreparties. La circulation fiduciaire est ressortie en retrait de 30,8 milliards tandis que les dépôts en banque se sont accrus de 31,4 milliards.

Les avoirs extérieurs nets sont attendus en amélioration de 25,0 milliards en 2005, tandis que le crédit intérieur progresserait de 2,5%. Reflétant ses contreparties, la masse monétaire s'accroîtrait de 6,5% pour se situer à 573,9 milliards.

COTE D'IVOIRE :

La situation économique a enregistré un redressement relatif en 2004 après cinq années de récession. Le taux de croissance du PIB, révisé à la lumière de l'évaluation des répercussions de la crise de novembre 2004, serait de 1,0 % contre -1,7 % en 2003. Cette reprise est basée notamment sur les impulsions attendues du secteur primaire.

En effet, la production du secteur primaire s'accroîtrait de 4,0% portée, notamment par les produits agricoles de rente. La production du cacao s'établirait à 1 377 700 tonnes contre 1 246 500 tonnes en 2003, celle de la banane en accroissement de 6,5 % se fixerait à 280 000 de tonnes et celle de l'huile de palme en augmentation de 7,8 % avec un tonnage de 249 600 en rapport avec le redressement des cours mondiaux, suite à la sécheresse qui a frappé le Middle Ouest Américain.

En ce qui concerne le secteur secondaire, la croissance de sa production serait nulle, reflétant les contre performances de la plupart des activités. En effet, la bonne orientation de l'activité pétrolière

qui profite de la mise en exploitation de puits pétroliers du champ Espoir, serait inhibée par les baisses des activités du BTP de 2,6%, de la production agroalimentaire de 4,1% et de l'énergie de 0,3%.

Les mauvais résultats du secondaire se répercuteraient sur le tertiaire dont l'activité régresserait de 0,7% après un repli de 2,4% en 2003. Les services financiers et les transports avec des baisses respectives de 5,0% et 0,1% seraient les principaux sous secteurs affectés par la conjoncture aggravée par la crise de novembre 2004. Pour 2005, il est prévu un taux de croissance du PIB de 1,0 %.

La reprise serait accompagnée d'un repli sensible de l'inflation en rapport avec l'abondance de l'offre des produits alimentaires. En effet, le taux d'inflation annuel moyen a été de 1,4 % contre 3,3 % en 2003. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devait se poursuivre.

En dépit des difficultés de mobilisation des ressources extérieures, la situation des finances publiques s'améliorerait légèrement en 2004. Cette évolution résulterait d'une progression de 6,1 % des recettes budgétaires et d'une hausse de 0,7% des dépenses publiques et prêts nets. L'amélioration des recettes budgétaires serait liée à l'augmentation de 13,0% des recettes non fiscales. Quant aux dépenses totales et prêts nets, leur progression serait impulsée par les dépenses courantes en accroissement de 3,0%. Les dépenses en capital se contracteraient de 15,2% par rapport à 2003. Ce repli serait lié à la persistance de la crise qui a entraîné la suspension des projets dans les zones non contrôlées par l'Etat et au gel des financements extérieurs.

Reflétant la progression des recettes budgétaires, le solde budgétaire de base serait de -1,4% du PIB contre -2,0 % en 2003. Le solde global hors dons et le solde global s'établiraient respectivement à -2,3 % du PIB contre -3,2 % en 2003 et -2,0 % du PIB contre -2,6 % en 2003. En 2005, les soldes budgétaires seraient excédentaires.

En ce qui concerne la situation de la dette publique, elle reste toujours préoccupante. A fin décembre 2004, l'encours de la dette publique totale est estimé à 6 454,6 milliards, soit 76,9 % du PIB nominal contre 80,9 % en 2003. Cette évolution s'expliquerait par les efforts déployés par le Gouvernement pour le paiement partiel de certaines échéances et l'évolution à la baisse du cours du dollar. En 2004, le montant des arriérés de la dette extérieure serait de 447,0 milliards et celui des arriérés de paiement intérieurs de 91,4 milliards. Dans le cadre de l'initiative PPTE, le point de décision prévu précédemment pour 2002, n'est toujours pas atteint.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une quasi stabilité du solde courant, malgré la forte progression des importations et la faible hausse des exportations en particulier, celle du cacao, du fait notamment de l'effrètement des cours mondiaux par rapport à leurs niveaux de 2003. Il en résulterait un renforcement de l'excédent courant hors dons qui représenterait 2 % du PIB contre 1,9% en 2003. .

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 999,2 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 83,1 milliards par rapport à fin décembre 2003, en liaison avec l'accroissement de 85,1 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et du repli de 1,9 milliard de ceux des banques.

Le crédit intérieur a progressé de 16,4 milliards ou 1,1% par rapport à son niveau de décembre 2003, pour s'inscrire à 1.517,7 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de l'accroissement des crédits à l'économie, la position nette du Gouvernement s'étant améliorée sur la période sous revue.

La masse monétaire s'est accrue de 38,2 milliards, soit 1,7% pour s'établir à 2.288,0 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution s'est traduite par la hausse de 65,8 milliards des dépôts en banque et la baisse de 27,6 milliards de la circulation fiduciaire.

En 2005, la situation monétaire serait caractérisée par une amélioration de 120,0 milliards des avoirs extérieurs nets, un repli de 5,0% du crédit intérieur et un accroissement de 4,3% de la masse monétaire.

GUINEE-BISSAU :

En 2004, le taux de croissance du PIB s'est établi à 4,3 % contre 0,6 % en 2003. Cette performance économique est imputable aux résultats satisfaisants de la bonne production agricole, notamment celle de la noix de cajou et l'exceptionnelle progression de l'activité dans le secteur tertiaire. Les contributions des secteurs primaire, secondaire, et tertiaire à la croissance ont été, respectivement, de 2,1 points, 0,5 point et 1,7 point. En 2005, la production de noix de cajou connaîtrait une hausse de 3,0 %, induisant une croissance modeste du PIB de 2,3 %.

L'activité économique en 2004 s'est déroulée dans un contexte de maîtrise de l'évolution du niveau général des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,9 % contre -3,5 %. Ce résultat s'explique par l'offre suffisante de produits alimentaires. En 2005, le taux d'inflation annuel moyen se situerait dans la limite de la norme communautaire de 3 % maximum.

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires totales ont progressé de 51,3 % pour représenter 17,2 % du PIB contre 12,2 % en 2003. Cette hausse est essentiellement imputable à la progression des recettes non fiscales en relation avec les mesures mises en place pour le recouvrement des droits de pêche. Quant aux recettes fiscales, elles ont baissé de 11,4 % en liaison avec le repli des importations de riz et de pétrole.

Les dépenses totales ont augmenté de 1,2 % pour représenter 33,0 % du PIB contre 35,5 % en 2003, du fait principalement du renforcement des dépenses courantes en rapport avec l'augmentation de la masse salariale de 37,5 % et des dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures qui sont passées de 0,1 milliard à 1,7 milliard. Il en est résulté une hausse des dépenses de base de près de 45 % avec pour conséquence une dégradation du solde budgétaire de base qui est passé de -4,8 % du PIB en 2003 à -5,7 % en 2004. Quant au déficit global hors dons, il s'est amélioré en passant de 23,4 % du PIB à 16,5 % du PIB en 2004. Avec une augmentation de 25,5 % des dons, le déficit global s'est également amélioré, passant de 14,9 % du PIB à 6,5 % en 2004. La Guinée Bissau a, en outre, accumulé des arriérés de paiement extérieur d'un montant de 13 milliards.

Comme en 2004, le Gouvernement envisage de reconduire le Plan d'Urgence de Gestion Economique, en 2005. Ce plan vise à assurer le paiement régulier des salaires et des dépenses de fonctionnement des services sociaux, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

S'agissant de la dette publique totale, son encours s'est situé à 540,1 milliards, représentant 364,9 % du PIB contre 425,6 % en 2003. La finalisation du DSRP initialement prévue en 2002 reste d'actualité. En 2005, l'encours de la dette serait de 551,0 milliards, représentant 351,0 % du PIB.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit courant hors dons s'est aggravé pour représenter 19,8 % du PIB contre 8,5 % en 2003. Cette dégradation est consécutive à la détérioration de la balance commerciale et de la balance des services. En 2005, le déficit s'aggraverait légèrement pour se situer à 20,3 % du PIB en relation avec la baisse attendue des transferts publics et privés.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 107,0 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 25,4 milliards par rapport à fin décembre 2003. La position extérieure nette de la BCEAO s'est renforcée de 25,5 milliards, atténuée par celle des banques de 0,1 milliard.

Le crédit intérieur a enregistré une baisse de 5,8 milliards ou 32,6%, pour s'établir 12,0 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte du repli de 0,4 milliard des crédits à l'économie et de celui de 5,4 milliards de la position nette du Gouvernement.

La masse monétaire s'est accrue de 18,9 milliards, soit 19,1% pour s'inscrire à 117,8 milliards à fin décembre 2004. La circulation fiduciaire a augmenté de 17,2 milliards et les dépôts en banque de 1,7 milliard.

Il est attendu en 2005, une consolidation de 10,0 milliards des avoirs extérieurs nets, une progression de 3,4% du crédit intérieur et un accroissement de 5,5% de la masse monétaire.

MALI :

En 2004, le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 1,5 % contre 7,4 % en 2003. Cette forte décélération de la croissance se justifie principalement par la baisse des activités du secteur primaire de 4,6 % en liaison avec le recul de la production agricole. En effet, après une progression exceptionnelle de 32,8 % en 2003, l'agriculture a enregistré une baisse de 11,1 % en 2004 en raison des difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles dans certaines zones, d'une pluviométrie insuffisante et mal répartie et de l'invasion de criquets pèlerins. Pour l'année 2005, les projections font ressortir un taux de croissance du PIB de 7,6 % en rapport avec la relance des productions agricole et aurifère.

La croissance en 2004, s'est réalisée dans un contexte marqué par un important recul du taux d'inflation annuel moyen, qui s'est situé à -3,1 % contre -1,3 % en 2003. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des prix des céréales et des légumes frais du fait de la bonne campagne agricole 2003-2004. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devrait se poursuivre.

S'agissant des finances publiques, les recettes totales, tirées principalement par les recettes fiscales, ont augmenté de 8,9 % pour s'établir à 18 % du PIB contre 17,1 % en 2003. Cette évolution s'explique par la mise en œuvre effective des mesures prises en vue d'assurer une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale, notamment, l'informatisation des régies financières et le renforcement du contrôle.

Les dépenses totales ont progressé de 19,7 % pour représenter 26,1 % du PIB nominal du fait du comportement des dépenses d'investissement, imputable au renforcement des dépenses des secteurs sociaux. Quant aux dépenses de base, elles ont progressé de 15,7 % en liaison avec l'accroissement des dépenses d'investissement financées sur ressources internes et des dépenses courantes, respectivement, de 14,9% et de 15,9 %. L'augmentation des dépenses courantes s'explique par le renforcement des dotations en fonctionnement des services publics, la progression des transferts et l'augmentation de la masse salariale de 14,9 % induite par la prise en charge des avancements statutaires, l'harmonisation de la grille salariale des fonctionnaires et la poursuite des recrutements.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2004 a été caractérisée par une détérioration des soldes budgétaires du fait de la forte progression des dépenses par rapport à celle des recettes, en raison notamment des actions entreprises pour améliorer le taux d'exécution du programme d'investissements publics. Ainsi, le solde budgétaire de base, hors ressources PPTE, est ressorti à -0,3% du PIB contre 1% en 2003. En incluant les dépenses financées sur ressources PPTE, le déficit a été de -1,4 % contre -0,4 %. Le déficit global hors dons s'est établi à 7,9 % du PIB contre 5,3 % en 2003. Quant au déficit global rapporté au PIB, il est passé de 0,7 % en 2003 à 4,3 % en 2004, en liaison avec la baisse des dons budgétaires.

Pour l'année 2005, les recettes totales augmenteraient de 11,4 % pour s'établir à 18,1% du PIB en liaison avec la poursuite de la mise en œuvre des mesures prises par la Direction Générale des Impôts en vue d'une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale. De même, les dépenses totales progresseraient de 9,4 % pour représenter 25,7 % du PIB nominal. Cette évolution se justifierait par le renforcement des dépenses des secteurs sociaux, en rapport avec la poursuite des objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Le solde budgétaire de base enregistrerait une légère hausse en s'établissant à -0,1 % du PIB contre -0,3 %. Quant au déficit global hors dons rapporté au PIB, il se contracterait en se situant à 7,5 % contre 7,9 %. Par contre, le déficit global s'aggraverait en passant de 4,3 % du PIB en 2004 à 4,7 %, en raison de la baisse attendue des dons de 13,8 %.

S'agissant de la dette publique totale, son encours évalué à 1787,4 milliards à fin décembre 2004, soit 70 % du PIB contre 69,9 % en 2003. Le service de la dette publique totale a représenté 12,5 % des recettes budgétaires contre 12,8 % en 2003. Le Mali a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE en février 2003.

Au niveau des comptes extérieurs, le déficit courant hors dons s'est légèrement réduit en passant de 9,1 % du PIB en 2003 à 8,1 % en 2004, sous l'effet d'une amélioration de la balance des services et celle des revenus. L'évolution de la balance commerciale résulte de l'accroissement des importations

de 3,7 % en rapport avec la hausse de la facture pétrolière et les achats de biens d'équipements nécessaires pour les travaux d'infrastructures routières et pour l'installation d'une nouvelle mine d'or à Loulo. Pour l'année 2005, il est attendu une contraction du déficit extérieur courant hors dons, qui se situerait à 7,2% du PIB.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 458,7 milliards à fin décembre 2004, en hausse de 58,3 milliards par rapport à fin décembre 2003. Cette évolution est imputable aussi bien à la Banque Centrale, qu'aux banques, dont les avoirs extérieurs nets se sont respectivement accrus de 48,6 milliards et 9,7 milliards.

Pour sa part, l'encours du crédit intérieur s'est établi à 455,8 milliards, en hausse de 48,0 milliards ou 11,6% durant la période sous revue. Cette évolution a résulté de l'accroissement de 32,8 milliards des crédits à l'économie et de 15,2 milliards de la position nette du Gouvernement.

La masse monétaire s'est fixée à 853,9 milliards, en hausse de 90,5 milliards ou 11,9% par rapport à fin décembre 2003. Les dépôts en banque et la circulation fiduciaire se sont accrus de 46,6 milliards de 43,9 milliards respectivement.

En 2005, les avoirs extérieurs seraient en augmentation de 40,0 milliards, le crédit intérieur progresserait de 3,1% et la masse monétaire s'accroîtrait de 6,7%.

NIGER :

Le taux de croissance en 2004 a été de 4,1 % contre 3,0 % en 2003 dans un contexte marqué par une campagne agricole moins bonne du fait de l'irrégularité des pluies et de l'apparition des criquets pèlerins. L'activité économique a été impulsée principalement par le secteur tertiaire dont la croissance a été de 4,7 %, soutenu par le commerce, les transports et les télécommunications. Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance du PIB ont été, respectivement, de 1,3 point, 0,6 point et 2,2 points.

En 2005, le taux de croissance s'établirait à 4,2 %, soutenu par tous les secteurs, notamment, le secteur primaire qui progresserait de 4,5 % et le secteur secondaire qui profiterait du regain d'activité au niveau de la branche des BTP, suite aux financements d'infrastructures dans les secteurs sociaux et aux travaux entrepris dans le cadre de l'organisation des cinquièmes jeux de la Francophonie.

En 2004, l'activité s'est déroulée dans un contexte marqué par une augmentation modérée des prix des hydrocarbures, de la viande, de l'eau et du riz. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,2 % contre -1,6% en 2003. Ce résultat s'explique par la bonne campagne agricole 2003-2004 qui a favorisé l'abondance de l'offre des produits alimentaires. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devrait se poursuivre.

Au niveau des finances publiques, les recettes budgétaires totales, tirées par les recettes fiscales, ont atteint 11,4 % du PIB contre 11,2 % en 2003. Les recettes fiscales ont augmenté de 8,7 % pour représenter 11,1 % du PIB en 2004 contre 10,8 % en 2003. Cette performance s'explique par l'élargissement de la base fiscale à travers notamment, la maîtrise des exonérations, le renforcement de la lutte contre la fraude, l'instauration des droits d'accises sur certains produits. Quant aux recettes non fiscales, elles se sont établies à 2,1 milliards contre 4,6 milliards en 2003. Les dons ont augmenté de 51,2 % pour représenter 6,5 % du PIB contre 4,6 % en 2003.

Les dépenses budgétaires totales ont progressé de 13,4 % pour représenter 20,9 % du PIB contre 19,6 % en 2003 en raison des dépenses d'investissement qui ont crû de 26,1 %. Cette évolution est liée à la mise en œuvre de la Stratégie de la Réduction de la Pauvreté (SRP) qui a permis l'allocation de crédits substantiels aux secteurs sociaux. Quant aux dépenses courantes, elles ont progressé de 4,3 % en relation avec la hausse de la masse salariale de 3,5 %.

Les dépenses de base ont augmenté de 8,5 % sous l'impulsion des dépenses d'investissement sur ressources internes, qui ont crû de 25,2 %. La plus forte hausse des recettes a induit une amélioration

du solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, qui a représenté -1,7 % du PIB contre -2,2 % en 2003. En ajoutant les dépenses financées sur ressources PPTE, le solde budgétaire de base a représenté, comme en 2003, -3,1 % du PIB. Le déficit global hors dons et le déficit global se sont établis respectivement à 9,6 % et 3,0 % du PIB contre 10,6 % et 6,0 % en 2003.

En 2005, les recettes totales progresseraient de 20,5 % pour atteindre 12,3 % du PIB, sous l'impulsion des recettes fiscales qui croîtraient de 19,5 %. Cette hausse serait liée à la poursuite des mesures prises pour améliorer les recouvrements, notamment le contrôle plus rigoureux des exonérations et l'élargissement du champ de la TVA à certains produits de grande consommation comme le sucre, le lait et la farine de blé. Les dons baisseront de 1,2 % pour représenter 6,0 % du PIB. Les dépenses courantes progresseraient au même rythme qu'en 2004, soit 4,3 %. Quant aux dépenses en capital, elles augmenteraient de 13,3 % sous l'impulsion des ressources internes et PPTE. Le solde budgétaire de base, hors dépenses financées sur ressources PPTE, serait à l'équilibre alors que le déficit global hors dons et le déficit global seraient, respectivement, de 10,1 % et 4,1 % du PIB.

L'encours de la dette publique est estimé à 1 171,7 milliards à fin décembre 2004, soit 78,4 % du PIB contre 85,6 % en 2003. Le service de la dette publique a représenté 15,3 % des recettes budgétaires et 11,5 % des exportations de biens et services en 2004. Le pays a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en avril 2004. Il bénéficie du traitement de Cologne et d'un allègement complémentaire pour un montant global de 1,2 milliard de dollars US en valeur nominale.

L'évolution des comptes extérieurs a été caractérisée en 2004 par une bonne tenue de la balance des transactions courantes et du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit extérieur courant hors dons rapporté au PIB nominal, s'est réduit en passant de 11,4 % en 2003 à 10,4 % en 2004. En 2005, le déficit extérieur courant hors transferts officiels se contracterait encore pour atteindre 10,2 % du PIB, en liaison essentiellement avec la réduction du déficit commercial.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à -27,4 milliards à fin décembre 2004 en baisse de 12,8 milliards par rapport aux réalisations à fin décembre 2003. Cette évolution est imputable au repli de 24,0 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, ressortis à -46,3 milliards, ceux des banques, chiffrés à 18,9 milliards à fin décembre 2004, ayant enregistré une hausse de 11,2 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en augmentation de 39,7 milliards ou 27,1 %, en ressortant à 186,0 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de la hausse des crédits à l'économie et de la détérioration de la position nette du Gouvernement.

La masse monétaire s'est accrue de 23,1 milliards ou 19,5 %, en s'établissant à 141,3 milliards à fin décembre 2004. Cette progression de la liquidité globale s'est traduite par l'augmentation de 26,6 milliards des dépôts, la circulation fiduciaire s'étant repliée de 3,5 milliards.

Les avoirs extérieurs nets se renforceraient en 2005 de 15,0 milliards et le crédit intérieur progresserait de 2,4 %. La masse monétaire devrait augmenter de 6,4 %.

SENEGAL :

Après la reprise observée en 2003, le rythme de l'activité économique s'est consolidé en 2004, avec un taux de croissance de 6,0 % contre 6,5 % en 2003. Cette légère décélération est essentiellement imputable au ralentissement du secteur primaire dont la progression a été de 2,0 % contre 36 % en 2003, en raison notamment des attaques acridiennes et d'une pluviométrie moins bonne. En 2005, cette évolution favorable se poursuivrait avec un taux de croissance de 6,4 %, impulsé par la relance du secteur primaire, à travers la poursuite des programmes spéciaux pour le maïs, le manioc et le sésame, mais aussi, par la levée de la contrainte liée à la mobilité urbaine avec le démarrage du Programme d'Amélioration de la Mobilité Urbaine (PAMU).

La consolidation de la croissance économique en 2004 a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l'évolution du niveau général des prix avec un taux d'inflation annuel moyen de 0,5 % contre 0,0 % en

2003. Cette tendance devrait être maintenue en 2005 en relation avec la production agricole relativement importante de la campagne 2004/2005.

S'agissant des finances publiques, la situation a été marquée par une détérioration des principaux soldes budgétaires, suite à une augmentation des dépenses, notamment celles en capital. Cette situation a été atténuée par une amélioration de recouvrement des recettes budgétaires, en liaison avec le maintien de l'effort fiscal visant un élargissement de la base taxable et une plus grande efficacité dans les régies financières. Ainsi, les recettes budgétaires ont augmenté de 7,2 % pour représenter 19,2 % du PIB. Cette évolution est imputable aux recettes fiscales qui ont augmenté de 8,8 %, les recettes non fiscales ayant baissé. Quant aux dons, ils ont enregistré une baisse de 13,3 % pour se situer à 67,2 milliards contre 77,5 milliards en 2003. En ce qui concerne les dépenses totales, elles ont augmenté de 11,9 % pour représenter 23,8 % du PIB contre 23,0 % en 2003. Cette augmentation s'explique par la poursuite du programme de recrutement dans la fonction publique et le renforcement des dépenses dans les secteurs sociaux prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP.

Au total, l'excédent du solde budgétaire de base (hors PPTE) s'est réduit en passant de 1,4 % du PIB en 2003 à 1,1 % en 2004. Cette baisse résulte de l'augmentation de 11,1 % des dépenses de base et de 7,2 % des recettes budgétaires. En ajoutant les dépenses financées sur ressources PPTE, le solde budgétaire de base a été en équilibre contre un excédent de 0,7 % en 2003. Le déficit global hors dons s'est aggravé en s'établissant à 4,8 % du PIB contre 3,5 % en 2003. Quant au déficit global, il est passé de 1,4 % du PIB en 2003 à 3,1 % en 2004.

Pour 2005, les prévisions indiquent une hausse des recettes et des dépenses. La progression des recettes de 8,0 % pour représenter 19,3 % du PIB, s'expliquerait par le maintien de l'effort fiscal. Les dépenses budgétaires totales augmenteraient de 7,5 % pour représenter 23,6 % du PIB, suite à la progression des dépenses courantes de 8,2 % et des dépenses en capital de 14,0 %. La hausse des dépenses courantes serait imputable à la progression de la masse salariale de 10,5 %, en relation avec l'augmentation des salaires et la poursuite des recrutements dans la fonction publique dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Il en résulterait une réduction de l'excédent du solde budgétaire de base qui se situerait à 0,6 % du PIB, en rapport avec l'augmentation des dépenses de base. Quant au déficit global hors dons et au déficit global, ils se réduiraient pour se situer, respectivement, à 4,5 % et 2,3 % du PIB.

L'encours de la dette publique totale s'est élevé à 2 033,6 milliards à fin décembre 2004, soit 50,5 % du PIB contre 63,9 % en 2003. Au lendemain de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE et du passage au Club de Paris, le Sénégal présente toutes les conditions de viabilité de sa dette.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit des transactions courantes hors transferts officiels s'est aggravé en s'établissant à 330,0 milliards contre 321,0 milliards en 2003. Cette évolution est essentiellement imputable à l'accentuation du déficit commercial en rapport avec l'accroissement de la facture pétrolière de 21,1 %. Toutefois, rapporté au PIB nominal, le déficit du compte courant hors dons est passé de 8,6 % en 2003 à 8,3 % en 2004. En 2005, le déficit courant hors transferts officiels serait de 346,5 milliards, soit 6,5 % du PIB.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 488,5 milliards à fin décembre 2004, en accroissement de 102,0 milliards par rapport à fin décembre 2003. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 103,1 milliards tandis que ceux des banques ont diminué de 1,1 milliard.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en hausse de 29,8 milliards ou 3,5% en se situant à 878,6 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution a été induite par l'accroissement des crédits à l'économie, atténué par l'amélioration de la position nette du Gouvernement. La masse monétaire a augmenté de 130,9 milliards ou 11,7%, pour s'inscrire à 1.247,2 milliards à fin décembre 2004. Les dépôts en banque ont augmenté de 145,2 milliards tandis que la circulation fiduciaire a baissé de 18,9 milliards.

En 2005, la situation monétaire se caractériserait par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 55,0 milliards, une hausse du crédit intérieur de 3,0% et une progression de la masse monétaire de 6,7%.

TOGO :

En 2004, l'activité économique, marquée par l'atonie des secteurs primaire et tertiaire, a enregistré un ralentissement de la croissance avec un taux estimé à 2,9 % contre 4,5 % en 2003. Le secteur secondaire a donc été le principal moteur de la croissance en progressant de 7,2 % contre 8,1 % en 2003. Cette croissance du secteur secondaire s'explique par les performances des BTP, des industries extractives et des industries manufacturières avec des taux de croissance respectifs de 7,1 %, 6,2 % et 3,8 %. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire ont été, respectivement, de 0,7 point, de 1,4 point et de 0,8 point.

En 2005, la croissance économique est attendue à 3,7 %. Elle serait portée par les secteurs primaire et secondaire. Le secteur primaire progresserait de 3,2 % sous l'impulsion de la hausse de la production agricole. La croissance du secteur secondaire serait de 9,0 %, en liaison avec l'accroissement de 23,1 % des industries extractives. Les contributions à la croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient, respectivement, de 1,2 point, de 1,8 point et de 0,7 point.

Pour l'année 2004, le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,4 % contre -1,0 % en 2003. Cette maîtrise de l'inflation s'explique par la baisse des prix des produits alimentaires, essentiellement, imputable à l'approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers, suite aux résultats excédentaires des deux dernières campagnes agricoles. En 2005, le respect de la norme communautaire d'un taux d'inflation annuel moyen de 3 % maximum pourrait être compromis si la tendance des prix observée en début d'année devrait se poursuivre.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat a été marquée en 2004 par une détérioration des principaux soldes budgétaires, du fait de l'augmentation plus importante des dépenses et prêts nets et de la baisse des recettes budgétaires.

Les recettes budgétaires ont régressé de 4,6 % pour s'établir à 14,7 % du PIB contre 16,8 % en 2003 en liaison avec la diminution simultanée des taxes sur les biens et services et des impôts sur les revenus et bénéfices. En réalité, les recouvrements effectués en 2003 avaient atteint un niveau exceptionnellement élevé du fait de l'importance des arriérés fiscaux recouverts. S'agissant des dons, ils se sont situés à 13,0 milliards, soit 1,2 % du PIB contre 0,6 % en 2003.

Les dépenses totales ont augmenté de 14,0 % en 2004 pour se situer à 15,6 % du PIB, en rapport avec la progression simultanée des dépenses courantes et des dépenses en capital. En effet, les dépenses courantes ont progressé de 5,7 % en 2004. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des transferts et subventions et des dépenses de matériel et fournitures. En ce qui concerne les dépenses en capital, elles se sont élevées à 32,4 milliards.

Au total, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite, en 2004, par une dégradation des principaux soldes. En effet, l'excédent du solde budgétaire de base s'est contracté pour représenter 1,0 % PIB contre 2,7 % en 2003, en relation avec le repli des recettes budgétaires et la hausse des dépenses de base. Le solde budgétaire global hors dons s'est aggravé pour représenter -0,9 % du PIB contre 1,9 % en 2003. De même, le solde budgétaire global s'est contracté, en passant de 2,5 % du PIB en 2003 à 0,3 % en 2004, en dépit de l'augmentation des dons. Ces niveaux de solde relativement bas ne doivent pas masquer les difficultés de la situation des finances publiques marquée par la persistance des tensions de trésorerie. Elle sont traduites en 2004 par des accumulations d'arriérés de paiement d'un montant global de 59,6 milliards dont 47,1 milliards au titre des arriérés de paiement extérieurs.

En 2005, les prévisions budgétaires indiquent une poursuite de la dégradation de la situation des finances publiques. Les recettes totales progresseraient de 0,1 % pour représenter 14,0 % du PIB. Les dépenses totales vont progresser de 10,4 % pour représenter 16,3 % du PIB nominal, en rapport avec la hausse notamment des dépenses de capital. Les principaux soldes budgétaires se détérioreraient. Le solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal serait attendu à 0,6 %. Le déficit budgétaire global hors dons et le déficit budgétaire global ressortiraient, respectivement, à 2,3 % et 1,2 % du PIB.

En ce qui concerne la dette publique totale, son encours s'est établi à fin décembre 2004 à 1 105,8 milliards, soit 103,2 % du PIB contre 111,9 % en 2003. Le service de la dette publique totale rapporté aux recettes budgétaires a été de 33,3 % contre 31,6 % en 2003. Le Togo est éligible à l'initiative PPTE, mais l'absence de programme économique et financier soutenu par les Institutions de Bretton Woods et d'un DSRP retardent l'atteinte du point de décision.

S'agissant des comptes extérieurs, ils se caractériseraient par une aggravation du déficit de la balance courante, reflétant la dégradation de la balance commerciale et des revenus nets. En effet, le déficit commercial s'accroîtrait, sous l'effet d'une hausse des importations, insuffisamment compensée par l'accroissement des exportations. Le déficit des revenus s'alourdirait. En revanche, la balance des services s'améliorerait. Rapporté au PIB, le déficit courant hors dons se situerait à 13,2 % du PIB contre 9,6 % en 2003. En 2005, ce déficit représenterait 12,8 % du PIB.

La position extérieure nette des institutions monétaires s'est établie à 127,2 milliards à fin décembre 2004, soit une hausse de 66,7 milliards par rapport aux réalisations à fin décembre 2003. Cette évolution est consécutive à la hausse de 42,3 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 24,4 milliards de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur s'est élevé à 181,3 milliards à fin décembre 2004, en baisse de 2,5 milliards ou 1,4% par rapport à fin décembre 2003. Cette évolution a été induite par la hausse des crédits à l'économie, la position nette du Gouvernement s'étant améliorée sur la période. La masse monétaire s'est élargie de 40,9 milliards, soit 16,5% pour s'établir à 289,4 milliards à fin décembre 2004. Cette hausse de la liquidité intérieure a été portée à la fois par la circulation fiduciaire et les dépôts qui ont augmenté respectivement de 18,8 milliards et 22,1 milliards.

Pour l'année 2005, la situation monétaire se caractériserait par une amélioration de 15,0 milliards des avoirs extérieurs nets, une progression de 3,1% du crédit intérieur et un accroissement de 4,3% de la masse monétaire.

CEMAC

CAMEROUN :

En 2004, la situation macroéconomique du Cameroun, serait caractérisée par une croissance soutenue et constante par rapport à l'année précédente, le maintien de l'excédent budgétaire, une consolidation de la situation monétaire, une contraction du déficit des transactions courantes et une maîtrise des tensions inflationnistes.

• **Production**

Au vu des tendances du premier semestre, les performances économiques attendues pour l'année 2004 ne devraient pas se réaliser comme prévues. En effet, le taux de croissance réel du PIB se situerait autour de 4,6 % comme en 2003, croissance plus faible que celle escomptée de 5,0 %, entraînant une augmentation du revenu réel par tête de 1,9 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique profiterait du développement accéléré de la filière « produits vivriers », qui contribuerait à hauteur de 0,5 point, suivie du secteur de l'agriculture industrielle d'exportation et des activités sylvicoles avec des contributions respectives de 0,2 % et 0,1 %. L'apport à la croissance du secteur secondaire serait de 1,0 point et résulterait notamment du dynamisme des industries manufacturières (0,7 points), le secteur pétrolier grevant la croissance de 0,1 point. Enfin, le secteur tertiaire contribuerait pour 2,3 points à la croissance sous l'impulsion du commerce, des transports et des télécommunications.

S'agissant de la demande, les performances économiques seraient soutenues principalement par la demande intérieure avec une contribution de 5,1 points, grâce à l'accroissement de la consommation publique et privée et, au soutien de l'investissement public. En revanche, la demande extérieure nette oblitérerait la croissance à hauteur de 0,5 point.

• **Prix**

La tendance à la baisse observée à la fin de l'année 2003 devrait se poursuivre en 2004, pour ramener l'inflation autour de 0,4 % en 2004, grâce à une amélioration de la production et un approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers.

• **Finances publiques**

Les informations disponibles au premier semestre 2004 permettent d'entrevoir une augmentation de 16,8 % des recettes budgétaires à 1 592,9 milliards au cours de l'année 2004 contre 1 363,3 milliards un an plus tôt, provenant principalement des recettes non pétrolières (+15,6 %) imprimée par les réformes fiscales et douanières en cours, l'élargissement de l'assiette fiscale à travers entre autres, la réduction des exonérations et une plus grande rigueur dans l'application des fiscalités spécifiques (forêts, élevage, pêche, mines, etc.).

Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 1 335,0 milliards, soit 15,9 % du PIB en 2004 contre 1 095,8 milliards (13,8 % du PIB) l'année précédente, correspondant à une augmentation de 21,8 %, avec une contribution des dépenses courantes de 12,3 % et des dépenses d'investissement de 9,6 %.

L'excédent du solde primaire représenterait 5,9 % du PIB en 2004 contre 6,3 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base, 3,9 % du PIB comme l'année précédente.

Enfin, l'excédent budgétaire, base engagement hors dons, reviendrait à 257,9 milliards équivalant à 3,1 % du PIB en 2004 contre 267,5 milliards (3,4 % du PIB) un an plus tôt.

Compte tenu de l'apurement des arriérés intérieurs à hauteur de 54,0 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 307,0 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non

bancaire de 305,4 milliards, le besoin de financement global de l'Etat serait de 408,5 milliards. Il serait couvert par la mobilisation des financements extérieurs comprenant 50,0 milliards au titre des dons, 120,0 milliards de tirages et 238,5 milliards d'allègement de la dette auprès du Club de Paris.

- **Balance des paiements**

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte courant s'amoinerait en 2004 (243,3 milliards contre 377,0 milliards en 2003), en liaison avec l'amélioration de la balance commerciale conjuguée avec le redressement de toutes les autres composantes de la balance des paiements.

En effet, l'excédent du solde du commerce extérieur s'évaluerait à 156,1 milliards en 2004 contre 107,3 milliards l'année passée, soit en augmentation de 45,5 %, sous l'appréciation des termes de l'échange qui profiterait aux exportations du pétrole brut et du bois.

Les déficits de la balance des services et des revenus enregistreraient respectivement 246,0 milliards et 170,2 milliards contre 293,2 milliards et 206,3 milliards en 2003. L'excédent des transferts courants se réduirait à 101,8 milliards contre 132,9 milliards en 2003.

Enfin, le solde du compte de capital et des opérations financières se redresserait sensiblement, passant de -72,9 milliards en 2003 à -0,8 milliards en 2004.

En définitive, la balance des paiements du Cameroun dégagerait un déficit de 195,6 milliards, correspondant à 2,3 % du PIB, contre 361,7 milliards (4,5 % du PIB) en 2003.

Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 89,2 milliards, le besoin de financement extérieur s'élèverait à 284,3 milliards et serait financé à travers le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris de 271,6 milliards et une accumulation d'arriérés de 12,7 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (24,2 % et 28,3 % en 2004 contre 29,0 % et 36,0 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait de 44,6 % en 2003 à 40,5 % en 2004.

- **Situation monétaire**

Au 31 décembre 2004, la position extérieure nette créditrice s'est améliorée, s'établissant à 364,3 milliards contre 259,8 milliards à fin décembre 2003. Cette amélioration résulterait du relèvement substantiel des cours internationaux du pétrole brut et de l'afflux des financements extérieurs, nonobstant la baisse de la production pétrolière. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 51,9 %, contre 46,4 % l'année précédente.

Les crédits à l'économie se sont accrus de 0,8 %, pour se situer à 915,0 milliards à fin décembre 2004 contre 907,8 milliards un an plutôt, sous l'effet de l'attente des opérateurs économiques dans l'attente de l'élection présidentielle d'octobre 2004.

Les créances nettes sur l'Etat ont baissé de 0,9 %, s'établissant à 327,1 milliards au 31 décembre 2004 contre 330,0 milliards à la même période de 2003, reflétant une augmentation des dépôts des organismes publics.

Sous l'impulsion de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 3,8 %, atteignant 1392,8 milliards à fin décembre 2004 contre 1 342,2 milliards au 31 décembre 2003.

- **Situation sociale**

La mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté contenue dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) se fait normalement. Un rapport d'étape a été réalisé. Toutefois, des lenteurs sont signalées dans l'utilisation des ressources de l'Initiative PPTE.

En matière de politique sociale, les Autorités poursuivent également la mise en œuvre des stratégies sectorielles de l'éducation et de la santé, avec notamment la construction et l'équipement des salles de classe, la lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA. Sur ce dernier point, la politique de lutte contre le SIDA a été saluée comme exemplaire par l'ONUSIDA et une récente enquête démographique de santé (EDS) situe le taux de prévalence à 5,5 % de la population.

De même, des efforts déployés en matière de vaccination commencent à porter fruits. Ainsi par exemple, le taux de vaccination contre DPT (Diphtérie, poliomyélite et typhoïde) est passé de 63 % en fin 2002 à 65 % en juin 2003.

CENTRAFRIQUE :

Les résultats macroéconomiques de la RCA pour la période 2004 se caractériseraient par une reprise de la croissance économique, un recul de l'inflation, une stabilité monétaire et un accroissement du déficit courant.

• Production

En effet, la croissance économique réelle s'établirait à 2,0 % contre - 4,5 % en 2003, entraînant ainsi une diminution du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 0,5 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %.

Du côté de l'offre, cette performance proviendrait de la reprise des cultures de rentes, l'augmentation de la production de bois et de diamant, le rétablissement et la sécurisation des circuits de commercialisation et de transport. Dans le secteur primaire, l'accroissement de la production vivrière et des cultures de rente avec une contribution de 0,9 % serait liée au retour des populations déplacées, à la faveur de l'instauration progressive de la sécurité dans les zones de production agricole et aux bonnes conditions climatiques.

S'agissant de la demande, la croissance économique profiterait de l'apport positif de la demande intérieure avec une contribution de 2,7 %, et serait freinée par l'apport négatif de la demande extérieure (-0,8 %).

• Prix

La reprise des activités économiques, les meilleures conditions climatiques et l'approvisionnement régulier des marchés urbains devraient maintenir la tendance à la baisse (- 2,1 %) de l'indice des prix à la consommation des ménages au cours de la période 2004.

• Finances publiques

La Loi de Finances pour l'année 2004 avait pour objectif le redressement des finances publiques, à travers principalement une sécurisation des recettes budgétaires et la maîtrise des dépenses publiques par la réduction du train de vie de l'Etat.

A cet effet, les recettes budgétaires recouvrées au cours du premier semestre se sont inscrites à 32,5 milliards, en augmentation de 12,1 % par rapport à fin juin 2003 (29,0 milliards). Les dépenses budgétaires, quant à elles, ont atteint 27,8 milliards contre 28,2 milliards au premier semestre 2003.

Sur ces bases, les perspectives en matière de recettes pour 2004 porteraient sur un montant de 65,9 milliards contre 54,2 milliards en 2003, soit une progression de 21,6 %, dont 54,0 milliards de recettes fiscales et 11,9 milliards de recettes non fiscales, grâce à l'élargissement et la reconfiguration de l'assiette fiscale à travers les mesures purement administratives (nettoyage du fichier des contribuables). Les dépenses budgétaires se situeraient à 82,8 milliards (11,6 % du PIB) contre 85,9 milliards en 2003, correspondant à 12,5 % du PIB. Cette baisse de 3,6 % des dépenses totales s'expliquerait par le renforcement du suivi de l'exécution du budget et l'amélioration du contrôle budgétaire. Les engagements en matière de dépenses de biens et services et des dépenses de transferts et subventions s'inscriraient à la baisse. Les dépenses en capital sur financement extérieur seraient

faibles, se limitant à 14,0 milliards, en phase avec la faible mobilisation des ressources extérieures liées aux projets qui ont été suspendus.

Le solde primaire excédentaire s'accroîtrait à 0,7 % du PIB en 2004 et le déficit du solde budgétaire de base se réduirait à 0,4 % du PIB contre 3,3 % du PIB en 2003.

En définitive, le déficit global, base engagements et hors dons, s'établirait à 16,9 milliards (2,4 % du PIB) contre 31,7 milliards en 2003, soit 4,6 % du PIB.

En y ajoutant l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 16,3 milliards et l'apurement des arriérés intérieurs de 10 milliards, le besoin de financement global des Autorités s'établirait à 43,2 milliards. La mobilisation des financements extérieurs à hauteur de 20,8 milliards dont 17,1 milliards au titre des dons et 3,7 milliards d'emprunts et intérieurs de 14,8 milliards (dont 13,8 milliards de tirages sur le système bancaire), ne suffirait pas à couvrir ce besoin, contraignant les pouvoirs publics centrafricains à accumuler de nouveaux arriérés sur la dette extérieure à hauteur de 7,7 milliards.

- **Balance des paiements**

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors dons, s'accroîtrait à 50,5 milliards (7,2 % du PIB) contre 48,1 milliards en 2003, soit 7,0 % du PIB. Cette évolution s'expliquerait notamment par une dégradation du commerce extérieur.

En effet, le déficit du solde de la balance commerciale atteindrait 12,8 milliards, en progression de 156,0 % par rapport à 2003, imputable à une détérioration des termes de l'échange de 9,5 % qui entraînerait une baisse des exportations de 5,5 % à 67,0 milliards et une hausse des importations de 5,1 % à 79,8 milliards. Le déficit de la balance des services se contracterait légèrement (37,1 milliards contre 43,4 milliards) en liaison avec la diminution des dépenses des frets et assurances et la hausse des ressources au titre de services reçus ou fournis par les administrations publiques. De même, le déficit de la balance des revenus se réduirait, revenant à 4,1 milliards en 2004 contre 4,4 milliards une année plus tôt. Enfin, le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'accroîtrait, atteignant 8,5 milliards contre 2,9 milliards en 2003, malgré la reprise progressive des relations avec les bailleurs de fonds.

Au total, le solde global de la balance des paiements enregistrerait un déficit de 25,5 milliards, plus faible qu'en 2003 (29,4 milliards). Il serait partiellement couvert par une ponction de 4,1 milliards sur les réserves officielles, entraînant une accumulation d'arriérés extérieurs de 21,4 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une hausse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (26,0 % et 33,1 % en 2004 contre 29,3 % et 43,2 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB de l'ordre de 96,2 % en 2004 contre 100,8 % en 2003, resterait préoccupant.

- **Situation monétaire**

Au 31 décembre 2004, la situation monétaire de la RCA s'est améliorée, comparée aux agrégats monétaires et de crédit de l'année 2003. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 0,8 %, passant à 47,7 milliards au 31 décembre 2004. Le taux de couverture extérieure de la monnaie a fléchi pendant la période sous revue pour se situer à 85,6 % contre 95,8 % un an plus tôt. Les crédits à l'économie ont également progressé de 3,2 %, s'établissant à 51,0 milliards en décembre 2004 contre 49,4 milliards en 2003. Les créances nettes sur l'Etat ont, pour leur part, enregistré une hausse de 13,2 % à 59,7 milliards contre 52,8 milliards l'année précédente, reflétant les tensions de trésorerie de l'Etat.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 12,5 % à fin décembre 2004.

- **Situation sociale**

Le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD) classe la République Centrafricaine au 168^{ème} rang mondial en 2001 sur 175 pays évalués avec un indice de développement humain estimé

à 0,363. L'indice de pauvreté humaine (IPH) est quant à lui estimé à 47,8 %. Ainsi, en 2001, environ 5 centrafricains sur 10 accusaient des déficits en matière de longévité, de santé, d'éducation et de bien-être. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est seulement de 24 %, l'espérance de vie à la naissance de 40,4 ans, la mortalité infantile de 115 ‰ et la mortalité infanto-juvénile de 180 ‰. Ces statistiques montrent que les traits marquants de la situation sociale en République Centrafricaine restent l'accentuation de la pauvreté, la dérive du système éducatif et sanitaire et la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA.

CONGO :

En 2004, la situation économique du Congo se caractériserait par une accélération de la croissance, une consolidation des finances publiques, un fléchissement de l'excédent du compte courant et un raffermissement de la situation monétaire. Les tensions inflationnistes seraient également maîtrisées.

• Production

Avec un taux de croissance du PIB en termes réel de 4,1 %, l'activité économique enregistrerait une accélération qui résulterait d'une augmentation de 3 % de la production pétrolière consécutive à l'exploitation du gisement de Boudi et dans une moindre mesure du gisement de Nsoko. L'activité dans le secteur hors pétrole serait relativement stable, se situant à 4,7 % contre 5,5 % en 2003.

Du côté de l'offre, la croissance serait tirée par le secteur tertiaire qui contribuerait à hauteur de 1,7 % dont 0,5 % pour les transports et télécommunications grâce à la création des nouvelles sociétés de téléphonie mobile et à la réhabilitation des infrastructures des transports et, 0,5 % pour le commerce, restaurants et hôtels.

La contribution du secteur secondaire serait de 0,8 % impulsée principalement par le pétrole suite à l'exploitation du champ «on shore» de Boudi qui accroît la production globale. Les industries manufacturières participeraient à 0,4 % en raison de la mise en exploitation de la cimenterie de Loutété de même que les bâtiments et travaux publics ;

Le secteur primaire contribuerait à hauteur de 0,6 % tiré par l'agriculture et la pêche, grâce à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de relance agricole, pastorale et halieutique.

S'agissant de la demande, la croissance serait soutenue par la demande intérieure nette (7,1 %) grâce notamment à une forte contribution de la formation brute de capital fixe du secteur non pétrolier (1,9 %) à la suite de la mise en œuvre de plusieurs projets dans les secteurs sociaux. La demande extérieure nette obérerait la croissance (-3,2 %) à cause d'une hausse des importations des biens et services du secteur hors pétrole.

• Prix

En 2004, l'indice national des prix à la consommation progresserait de 1 % contre -1,3 % en moyenne annuelle à fin décembre 2003. Cette hausse du taux d'inflation traduirait les tendances à la hausse de certains prix des denrées agricoles et du carburant.

• Finances Publiques

En 2004, la situation des finances publiques du Congo se consoliderait sous le double effet d'un accroissement significatif des recettes et d'un faible relèvement des dépenses.

En effet, les recettes augmenteraient de 20,5 %, passant de 603,6 milliards en 2003 à 727,6 milliards en 2004 en raison d'une hausse de 24,6 % des recettes pétrolières consécutive à une augmentation de la production de l'ordre de +8,5 % et à une forte hausse des prix du pétrole brut sur les marchés internationaux.

Les dépenses seraient légèrement en hausse de 2,9 %, passant de 606,1 milliards en 2003 à 623,7 milliards en 2004 à cause d'une part, de l'augmentation de la masse salariale de 3,6 % suite au

recrutement programmé dans le secteur social et d'autre part, de la hausse des dépenses en capital (+33,2 %).

Le solde primaire excédentaire qui représentait 6,9 % du PIB en 2003 s'améliorerait pour s'établir à 10,4 % du PIB en 2004. Il en est de même de l'excédent du solde budgétaire de base qui représenterait 6,8 % du PIB en 2004 contre 1,1 % du PIB en 2003.

Le solde global des finances publiques, base engagements et hors dons, déficitaire de 2,5 milliards en 2003 (0,1 % du PIB) deviendrait excédentaire pour se situer à 103,9 milliards, soit 4,4 % du PIB en 2004.

En prenant en compte l'apurement des arriérés intérieurs de 29,5 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 182,6 milliards et du désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 36,8 milliards, le besoin de financement global serait de 145,0 milliards. Il serait partiellement couvert par des financements extérieurs de 56,5 milliards dont 18 milliards au titre des dons et 38,5 milliards de prêts projets. Il se dégagerait un gap résiduel de 88,5 milliards.

- **Balance des paiements**

Sur le plan des échanges avec l'extérieur, l'excédent du compte courant, hors dons, se réduirait à 254,7 milliards (11,4 % du PIB) en 2004 contre 290,7 milliards, soit 14,0 % du PIB en 2003. Cette évolution défavorable serait liée à l'aggravation du déficit de la balance des services qui s'élèverait à 446,2 milliards en 2004 contre 399,0 milliards en 2003. Il en serait de même du déficit de la balance des revenus qui se creuserait pour s'établir à 373,8 milliards en 2004 contre 340,6 milliards en 2003. En revanche, l'excédent commercial progresserait à 1 093,8 milliards en 2004 contre 1 049,3 milliards en raison d'une expansion des exportations de pétrole brut.

Le déficit du compte de capital et des opérations financières s'amenuiserait, revenant de 388,4 milliards en 2003 à 358,0 milliards en 2004.

En conséquence, le déficit de la balance des paiements se réduirait, revenant de 160,2 milliards en 2003 à 62,9 milliards en 2004. En y intégrant la reconstitution des réserves officielles de 36,3 milliards et l'apurement des arriérés extérieurs de 1 718,0 milliards, le besoin de financement extérieur se chiffrerait à 1 817,2 milliards entièrement couvert par des réaménagements de la dette extérieure.

Quant à la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (15,0 % et 34,9 % en 2004 contre 16,0 % et 43,7 % en 2003 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB s'allégerait à 164,4% contre 195,9 % en 2003.

- **Situation monétaire**

En 2004, la situation monétaire se caractériserait par une augmentation des avoirs extérieurs nets, des crédits intérieurs nets et de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont atteint 55,4 milliards en 2004 contre 6,0 milliards en 2003. En conséquence, le taux de couverture de la monnaie s'est établi à 29,3 %. Le crédit intérieur net a augmenté de 3,2 %, passant de 265,5 milliards en 2003 à 274,0 milliards en 2004 à cause de la hausse des créances nettes sur l'Etat (+2,9 %) et de la progression de 4,0 % des crédits à l'économie.

En conséquence, la masse monétaire serait en augmentation de 8,8 %, s'élevant à 309,6 milliards en 2004 contre 284,6 milliards en 2003.

- **Situation sociale**

La situation sociale au Congo reste marquée par une incidence de la pauvreté qui se situe autour de 50 % caractérisée par la faiblesse des services de santé, d'assainissement, de l'éducation de base et la

dégradation du milieu physique qu se traduit par la recrudescence des maladies endémiques. Cette précarité sociale est aggravée par une prévalence élevée du VIH/SIDA.

En se référant au document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), les cinq axes prioritaires autour desquels s'articule la stratégie du gouvernement en matière de développement durable et d'amélioration des conditions de vie de population sont : (i) Consolidation de la paix et promotion de la bonne gouvernance ; (ii) Consolidation du cadre macroéconomique et relance des secteurs clés ; (iii) Accès aux services sociaux de base et à la protection sociale ; (iv) Développement des infrastructures ; (v) Renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA.

GABON :

En 2004, l'économie gabonaise se caractériserait par un fléchissement de la croissance, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs et une consolidation du taux de couverture extérieure. Les tensions inflationnistes seraient également contenues.

• Production

Avec un PIB attendu de 1,4 %, l'activité économique gabonaise enregistrerait un ralentissement par rapport au taux de 2003 de 1,9 %, en rapport avec la baisse de la production pétrolière.

Du côté de l'offre, le secteur secondaire contribuerait plus à la croissance, à hauteur de 0,5 % dont 0,5 % pour les bâtiments et travaux publics et 0,6 % pour les industries manufacturières et l'énergie. Les industries extractives grèveraient la croissance à hauteur de 0,5 %.

Quant au secteur tertiaire, sa contribution serait de 0,3 % imputable essentiellement aux transports et télécommunications avec l'expansion de la téléphonie mobile.

Enfin, le secteur primaire contribuerait à la croissance à hauteur de 0,2 % impulsée principalement par les activités agricoles, d'élevage et de chasse.

S'agissant de la demande, la croissance serait tirée par la demande intérieure brute (2,0 %) en raison d'une forte contribution de la consommation privée (2,0 %). La demande extérieure nette obèrerait la croissance de l'ordre de 0,6 % en raison de la baisse des exportations pétrolières.

• Prix

En 2004, l'inflation serait contenue à 0,5 % en moyenne annuelle contre 2,3 % à fin décembre 2003, en raison d'une diminution des prix de quelques produits de première nécessité.

• Finances publiques

En rapport avec la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole, les recettes budgétaires s'accroîtraient de 7,6 % pour s'établir à 1 129,0 milliards contre 1 049,1 milliards en 2003.

Quant aux dépenses totales, elles régresseraient également de 3,8 %, se situant à 758,9 milliards contre 789,1 milliards en 2003 en relation avec une baisse des dépenses courantes (-9,4 %).

Le solde primaire excédentaire se situerait à 12,0 % du PIB contre 11,6% en 2003 et le solde budgétaire de base, excédentaire à 10,1 % du PIB contre 7,6 % du PIB en 2003.

L'excédent du solde budgétaire global, base ordonnancements et hors dons, augmenterait pour s'établir à 370,1 milliards, soit 9,5 % du PIB contre 260 milliards en 2003 correspondant à 7,4 % du PIB.

En y intégrant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 367,7 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 183,7 milliards et le désengagement net vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 187,1 milliards, le besoin de financement global serait de 368,4 milliards. Il serait partiellement couvert par des financements extérieurs de 76,4 milliards dont 7,9 milliards au titre des

dons, 65 milliards de tirages nets et 3,5 d'annulation de la dette extérieure. Il subsisterait un gap résiduel de 292,1 milliards.

- **Balance des paiements**

Le solde des transactions courantes, hors dons, enregistrerait une augmentation, s'établissant à 396,1 milliards contre 224,1 milliards en 2003, soit respectivement 10,3 % et 6,5 % du PIB. Cette performance serait due à une amélioration de l'excédent commercial (+18,9 %) et à une contraction du déficit de la balance des services (-9,1 %) et ce en dépit la hausse du déficit de la balance des revenus (+24,9 %). Le dynamisme des exportations expliquerait la progression de l'excédent commercial.

Le déficit du compte de capital et des opérations financières augmenterait de 1,4 % pour se fixer à 266,7 milliards en 2004 contre 263,1 milliards en 2003.

En conséquence, le solde global de la balance des paiements du Gabon serait excédentaire de 29,1 milliards contre une situation déficitaire de 70,8 milliards en 2003.

En y ajoutant la reconstitution des réserves de change à hauteur de 94,8 milliards et le paiement d'arriérés extérieurs de 333,7 milliards, le besoin de financement extérieur s'établirait à 399,4 milliards et serait entièrement couvert par un réaménagement de la dette extérieure.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires s'est traduite par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (13,9 % et 20,7 % en 2004 contre 15,9 % et 29,5 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait à 45,0 % en 2004 contre 54,0 % en 2003.

- **Situation monétaire**

A l'examen des données disponibles à fin décembre 2004, la situation monétaire du Gabon reste caractérisée par une forte augmentation des avoirs extérieurs, une hausse de la masse monétaire et ce malgré une baisse des crédits intérieurs. L'accroissement des avoirs extérieurs de 211,3 % par rapport à l'année précédente s'explique par la forte hausse des avoirs auprès de la BEAC et auprès des banques. Le taux de couverture de la monnaie s'est établi à 61,8 %. Le crédit intérieur net a diminué de 19,3 % revenant de 674,5 milliards à fin décembre 2003 à 544,3 milliards à fin décembre 2004 consécutive à une forte baisse des créances nettes sur l'Etat de 55,0 % et à un léger repli des crédits à l'économie (-3,4 %). Quant à la masse monétaire, elle s'est accrue de 4,9 %, revenant de 594,6 milliards à 624,0 milliards sur la même période.

- **Situation sociale**

La pauvreté au Gabon reste toujours caractérisée par une forte disparité des revenus, un taux élevé du chômage, la précarité de l'habitat urbain et la marginalisation de la population rurale. D'après le rapport mondial sur le développement humain 2002, il existe un écart de 44 places entre le classement du Gabon selon l'indice de développement humain (117^{ème} sur 175) et son classement d'après le PIB par habitant (73^{ème} sur 175).

Pour faire face à cette situation, le Gouvernement est entrain d'élaborer un document de stratégie de réduction de la pauvreté dont les principaux objectifs sont :

- Réduire le chômage ;
- Enrayer le déclin économique du monde rural ;
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base ;
- Ré dynamiser les filets de protection sociale ;
- Assurer aux pauvres un meilleur cadre de vie ;
- Intégrer un programme axé sur le genre ;
- Mettre en place une gouvernance intégrée et efficace.

GUINEE EQUATORIALE :

En 2004, la situation macroéconomique de la Guinée Equatoriale se traduirait marquée par une accélération de la croissance économique, une consolidation des finances publiques, une contraction du déficit courant et un raffermissement de la monnaie. Cependant, les tensions inflationnistes enregistrées en 2003 persisteraient en 2004.

- **Production**

Selon les informations disponibles au premier semestre 2004, la croissance économique atteindrait 25,0 % contre 13,6 % en 2003, en liaison avec la progression de la production et des exportations du secteur pétrolier.

Cette performance proviendrait, du côté de l'offre, des activités pétrolières et des produits comme le méthanol, faisant du secteur secondaire le moteur de la croissance avec 23,4 points de contribution. Toutefois, la contre-performance du secteur bois, notamment la baisse de la production de grumes freinerait cette progression de la croissance.

Concernant la demande, la croissance économique serait fortement soutenue par la demande extérieure nette avec une contribution de 19,4 points, du fait d'une progression sensible des exportations pétrolières. De même, la demande intérieure contribuerait positivement à la croissance.

- **Prix**

S'agissant des prix, les tensions inflationnistes resteraient fortes en 2004. L'inflation se situerait aux environs de 4,2 % en moyenne annuelle contre 7,3 % un an auparavant.

- **Finances publiques**

Sur la base des données à fin juin 2004 et des perspectives pour le second semestre, les recettes budgétaires atteindraient 741,1 milliards en 2004, équivalant à 28,8 % du PIB contre 471,2 milliards en 2003, soit 27,2 % du PIB, en liaison avec un accroissement des recettes pétrolières. Les recettes non pétrolières, quant à elles, contribueraient faiblement à cette amélioration (2,5 % du PIB en 2004 contre 3,6 % du PIB en 2003). Cette évolution s'expliquerait par le niveau d'activité non pétrolière encore embryonnaire dans le pays.

Quant aux dépenses totales, elles s'établiraient à 271,6 milliards, correspondant à 10,6 % du PIB en 2004 contre 258,2 milliards (14,9 % du PIB) un an plus tôt, soit en hausse de 5,2 %. Cette tendance résulterait aussi bien des dépenses courantes que des dépenses en capital.

L'excédent du solde primaire passerait de 12,5 % du PIB en 2003 à 18,3 % du PIB en 2004 ainsi que celui du solde budgétaire de base, de 12,3 % du PIB à 18,3 % du PIB sur la même période.

Enfin, la gestion des finances publiques dégagerait un solde budgétaire global excédentaire, base engagement, hors dons de 469,6 milliards équivalent à 18,3 % du PIB en 2004 contre 213,0 milliards (12,3 % du PIB) une année auparavant. Cet excédent budgétaire permettrait de faire face à l'amortissement de la dette extérieure pour 5,3 milliards, au désengagement net vis-à-vis du système bancaire pour 216,2 milliards et du système non bancaire pour 232,5 milliards et à l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs à hauteur de 15,5 milliards.

- **Balance des paiements**

Pour l'année 2004, le déficit des transactions courantes, hors dons, se situerait à 357,8 milliards, soit 13,0 % du PIB contre 614,7 milliards en 2003 (35,5 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait notamment par l'accroissement de l'excédent commercial.

En effet, les exportations s'établiraient à 2 738,2 milliards contre 1 714,0 milliards en 2003, en augmentation de 59,8 %, du fait de la bonne tenue des ventes de pétrole et de méthanol, qui ont

bénéficié des effets prix et quantité. Les importations de biens augmenteraient de 4,9 % pour s'établir à 746,6 milliards contre 711,7 milliards en 2003, en relation avec l'évolution des achats de biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit de la balance des services s'aggraverait, atteignant 618,7 milliards contre 565,2 milliards en 2003, en hausse de 9,5 % imputable aux dépenses de services liées à la prospection pétrolière.

La balance des revenus resterait déficitaire, de même que le déficit des transferts courants se creuserait entre 2003 et 2004.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'établirait à 753,6 milliards contre 758,7 milliards en 2003.

En définitive, le solde de la balance des paiements dégagerait un excédent de 343,9 milliards équivalent à 12,5 % du PIB contre 71,1 milliards, soit 4,1 % du PIB en 2003. Ces ressources serviraient à reconstituer les réserves officielles à hauteur de 331,8 milliards et à apurer les arriérés extérieurs de 12,1 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (0,3 % et 1,0 % en 2004 contre 0,4 % et 1,4 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait à 4,0 % en 2004 contre 6,9 % en 2003.

- **Situation monétaire**

Au 31 décembre 2004, la situation monétaire s'est nettement améliorée, caractérisée par un accroissement des avoirs extérieurs nets, une augmentation des crédits à l'économie et par conséquent un raffermissement de la monnaie. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont confortés de 347,2 milliards pour atteindre 505,0 milliards à fin décembre 2004, grâce à la bonne tenue des marchés internationaux et au rapatriement régulier des recettes d'exportation pétrolières. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 100,2 %.

Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 9,1 % s'établissant à 56,3 milliards contre 51,6 milliards au 31 décembre 2003, en liaison avec l'évolution des activités économiques.

La situation nette de l'Etat vis-à-vis du système monétaire est ressortie largement créditrice à 338,0 milliards au 31 décembre 2004 contre 34,3 milliards en 2003.

Reflétant ces évolutions, la masse monétaire s'est accrue de 26,1 % pour se fixer à 195,8 milliards au 31 décembre 2004 contre 155,2 milliards en 2003.

- **Situation sociale**

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2003 (PNUD), l'indice de développement humain en 2001, est estimé à 0,664 pour la Guinée Équatoriale, classant ainsi le pays au 116^{ème} rang mondial sur 175 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 49 ans. Pour la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 101 ‰ et infanto-juvénile de 153 ‰.

TCHAD :

Les performances économiques du Tchad en 2004 liées à l'exportation du pétrole, couvrant pour la 1^{ère} fois toute l'année, se concluraient par une croissance substantielle, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, un raffermissement de la monnaie et une augmentation des tensions inflationnistes.

- **Production**

En 2004, l'économie tchadienne réaliserait des performances exceptionnelles, atteignant un taux de croissance du PIB réel de 38,7 % contre 11,9 % en 2003.

Ces bons résultats proviendraient, du côté de l'offre, principalement du secteur secondaire dont la contribution à la croissance économique serait estimée à 33,7 % dont 33,0 % pour le pétrole. Les secteurs primaire et tertiaire contribueraient respectivement de 1,2 % et 2,4 % à la croissance. La contribution du secteur primaire proviendrait pour l'essentiel de l'agriculture vivrière (0,7 %) et de l'élevage (0,3 %), et celle du tertiaire, du commerce (0,9 %) et des administrations publiques (0,9 %).

Du côté de la demande, la croissance serait soutenue par la demande extérieure nette avec une contribution de 56,5 % soutenue principalement par les exportations (50,4 %, mais également par les importations des biens et services non facteurs (6,1 %). La demande intérieure contribuerait négativement à la croissance (-17,8 %), sous l'effet de la baisse continue des investissements dans le secteur pétrolier.

- **Prix**

Les prévisions indiquent un taux d'inflation de -5,4 % en moyenne annuelle en 2004 contre -1,5 % en fin décembre 2003, en raison, entre autres, du bon approvisionnement des marchés par les produits alimentaires composant l'essentiel du panier de la ménagère.

- **Finances publiques**

L'exploitation en année pleine du pétrole aurait un impact important sur les recettes de l'Etat. Ainsi, les recettes courantes de l'Etat augmenteraient sensiblement de 88,9 %, passant de 132,9 milliards en 2003 à 251,0 milliards en 2004, soit 8,4 % du PIB et 9,1 % du PIB respectivement.

Les dépenses budgétaires augmenteraient de 25,0 %, soit relativement moins vite que les recettes, s'établissant à 297,6 milliards en 2004 contre 238,0 milliards une année plus tôt. Les postes de dépenses ayant connu une forte augmentation concernent les dépenses des biens et services (36,5 %), les intérêts sur la dette intérieure (38,3 %), les investissements sur ressources intérieures (39,1 %), reflétant la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers. En revanche, le poste « intérêts sur la dette extérieure a baissé de 6,1 %, traduisant ainsi les retombées de l'IPPTE.

Le solde primaire et le solde budgétaire de base passeraient d'une situation déficitaire de 1,3 % et 2,0 % du PIB respectivement en 2003 à une situation excédentaire de 2,3 % et 1,8 % du PIB en 2004. Quant au déficit du solde budgétaire global, base engagements, hors dons, il serait sensiblement réduit, revenant de -105,1 milliards en 2003 à -46,5 milliards en 2004, soit respectivement -6,7 % et -1,7 % du PIB.

En y incorporant l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs de 27,1 milliards, l'amortissement de la dette extérieure de 18,8 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 30,4 milliards, le besoin de l'Etat s'élèverait à 122,8 milliards, couvert en partie par des financements extérieurs comprenant 72,2 milliards au titre de dons et 42,6 milliards au titre d'emprunts. Il subsisterait de ce fait un gap de financement résiduel de 8,1 milliards.

- **Balance des paiements**

Le déficit des transactions courantes avec l'extérieur, hors dons, se réduirait à 441,2 milliards (19,5 % du PIB) contre 664,0 milliards (44,1 % du PIB) à fin décembre 2003. La nette amélioration du solde de la balance commerciale, passant d'une situation déficitaire de 184,0 milliards en 2003 à un excédent de 826,1 milliards en 2004 est à l'origine de ce résultat.

Avec l'arrivée des ressources pétrolières et le recouvrement des coûts (rémunération des investissements directs) des sociétés pétrolières, le déficit de la balance des revenus s'aggraverait, passant de 49,1 milliards en 2003 à 753,5 milliards en 2004. De même, le déficit de la balance des services augmenterait, passant de 451,3 milliards en 2003 à 532,3 milliards en 2004. Quant au solde

des transferts courants, il resterait excédentaire de 76,2 milliards, soit légèrement en dessous de son niveau de 2003 (84,0 milliards).

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se contracterait, revenant de 624,6 milliards en 2003 à 407,6 milliard en 2004, sous l'effet notamment de la baisse des investissements pétroliers.

Il en résulterait une amélioration substantielle du solde de la balance des paiements, qui passerait d'une situation déficitaire de 27,8 milliards, équivalent à 1,8 % du PIB en 2003, à un excédent de 22,9 milliards, soit 1,0 % du PIB en 2004. En intégrant la reconstitution des réserves officielles de 23,5 milliards, il se dégagerait un besoin de financement de 0,6 milliards, entièrement couvert par un réaménagement de la dette extérieure.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des comptes extérieurs et budgétaires se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (1,9 % et 11,3 % en 2004 contre 5,6 % et 18,9 % en 2003 respectivement). De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait à 26,1 % en 2004 contre 43,8 % en 2003.

- **Situation monétaire**

Les informations disponibles à fin décembre 2004 indiquent une hausse des avoirs extérieurs nets de 37,3 % par rapport à la même période une année plus tôt, s'établissant à 63,3 milliards. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 71,4 %. En revanche, le crédit intérieur net a progressé sur la même période de 1,0 %, imputable à la hausse des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie de 0,6 % et 1,4 % respectivement.

La masse monétaire progresserait de 6,0 %, passant de 182,3 milliards à fin décembre 2003 à 193,3 milliards au 31 décembre 2004.

- **Situation sociale**

La situation sociale au Tchad resterait marquée par le retard enregistré dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP), achevée et approuvée par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale en 2003. Néanmoins, de manière sectorielle, beaucoup d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté sont entreprises, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ce qui expliquerait d'ailleurs l'importance des dépenses publiques traitées ci-dessus, en particulier les dépenses des biens et services et les dépenses d'investissements sur ressources locales. Il faut noter par ailleurs les répercussions sur les populations locales à l'Est du pays, de la catastrophe humanitaire dans le Darfour soudanais.

6.2 Evolution des critères de convergence

- UEMOA

CRITERES DE CONVERGENCE		ETAT DE REALISATION DES CRITERES EN 2004 ³ PAR ETAT ET RAPPEL DES PERFORMANCES EN 2002 ET 2003								Nombre de pays ayant respecté le critère		
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	2004	2003	2002
1	Solde budgétaire de base sur PIB nominal (norme ≥ 0)	1,1	- 0,5	0,2	- 5,7	- 0,3	- 1,7	1,1	1	4	3	4
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme $\leq 3\%$)	1,6	- 0,4	1,4	0,9	- 3,1	0,2	0,5	0	8	7	4
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme $\leq 70\%$)	44,8	46,6	76,9	364,9	70	78,4	50,5	103,2	4	4	3
4	Non-accumulation d'arriérés de paiement (en milliards)	0	0	509,6	13	0	3,2	0	59,6	4	5	5
4.1	Arriérés de paiement intérieurs	0	0	38,9	0	0	3,2	0	12,5	5	5	5
4.2	Arriérés de paiement extérieurs	0	0	470,7	13	0	0	0	47,1	5	5	5
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme $\leq 35\%$)	38	35,8	45,3	133,2	31,8	35,8	30,4	36,6	2	4	3
6	Invest.financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme $\geq 20\%$)	16,5	31,4	9	15,1	23,5	30,7	29,3	8,5	4	5	4
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme $\geq -5\%$)	- 6,9	- 11	2	- 19,4	- 7,5	- 10,3	- 8,4	- 13,2	1	2	1
8	Taux de pression fiscale (norme $\geq 17\%$)	14,4	11,9	15,2	7,6	15	11,1	18,3	13,6	1	1	1
Nombre de critères respectés par pays	2004	4	4	3	1	5	2	7	2			
	2003	5	4	1	0	6	3	7	3			
	2002	5	4	1	0	4	2	5	1			

³ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

• CEMAC

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DECEMBRE 2004 ⁴							Nombre de pays respectant le critère		
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2004	2003	2002
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	3,9	-0,4	6,8	10,1	18,3	1,8	6,7	5	4	3
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	0,4	-2,1	1,4	0,5	4,2	-5,4	0,3	5	4	3
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	52,7	116,7	175,1	50,1	4,0	27,5	59,0	4	4	4
4	Arriérés gestion courante (norme = 0)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0	2	1
	- intérieurs	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd			
	- extérieurs	12,7	21,5	0	0,0	0,0	0,0	34,2			
Nombre de critères respectés par pays	2004	3	1	2	3	2	3	3			
	2003	4	0	2	3	3	2	2			
	2002	4	1	0	3	2	1	2			

⁴ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

- COMORES

CRITERES DE CONVERGENCE		RESULTATS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LES COMORES AU 31 DECEMBRE 2004 ⁵						Nombre d'année où le critère est respecté
		1999	2000	2001	2002	2003	2004	
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme >=0)	-1,6	-2,3	-3,1	-2,6	-3,8	-2,1	0
2	Taux d'inflation annuel moyen (norme <3%)	0,8	4,6	5,9	3,3	3,7	4,5	1
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme <=70%)	102,84	113,63	nd	nd	nd	95,2	0
4	Arriérés gestion courante - intérieurs - extérieurs (définition : arriérés>120 jours)	23,3	22,8	19,9	19,7	20	38,7	0
5	Masse salariale sur recettes fiscales (norme <= 35%)	61,3	61,3	56,4	48,9	53,1	59,3	0
6	Invest.financés sur ressources intérieures sur recettes fiscales (norme >=20%)	1,9	1,3	4,2	2,2	19,8	18,4	0
7	Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (norme >= -5%)	-9,7	-4	3,4	-1,8	-6,7	-6,7	3
8	Taux de pression fiscale (norme >=17%)	10	9	8,3	10,6	10,3	13,4	0
Nombre de critères respectés dans l'année		1	1	1	1	0	0	

⁵ Dans les zones ombragées les normes des critères sont respectées.

6.3 Tableaux des opérations financières

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

UEMOA:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3741,5	3972,1	4207,7	4507,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	3381,6	3477,1	3726,6	3917,8
Recettes fiscales	2967,0	3106,9	3323,6	3561,0
Recettes non fiscales	380,9	332,8	347,9	303,7
DONNS (en milliards)	360,0	495,0	494,2	602,7
DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS (en milliards)	4139,7	4458,0	4798,5	4790,8
dont Dépenses PPTE	100,4	121,9	151,5	149,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	4137,0	4407,6	4785,8	4793,2
DEPENSES COURANTES	2896,6	3097,3	3273,6	3118,7
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	2499,8	2751,5	2967,7	2853,4
Masse salariale	1126,9	1184,5	1251,7	1322,4
Intérêts de la dette publique	396,8	345,9	305,9	265,3
DEPENSES EN CAPITAL	1213,5	1251,1	1434,9	1591,9
Investissements financés sur ressources internes	551,7	579,0	643,4	755,5
Variation des arriérés de paiements	-120,9	133,5	60,7	-30,7
Solde primaire de base (en milliards)	330,0	146,6	102,3	295,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-38,8	-182,9	-242,6	-9,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-758,1	-980,8	-1085,0	-886,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-398,2	-485,8	-590,8	-283,4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	61,6	-61,2	-78,0	153,2
Solde global base caisse (en milliards)	-519,1	-352,3	-524,2	-314,1
Solde courant (en milliards)	451,3	342,2	400,9	745,2
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-0,2	-0,9	-1,1	0,0
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (%)	0,3	-0,3	-0,3	0,6
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,9	1,3	0,5	< = 3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	79,7	73,5	68,5	64,4
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	216,7	714,8	614,3	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	45,1	189,6	107,2	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	171,6	525,2	507,1	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,0	38,1	37,7	37,1
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	18,6	18,6	19,4	21,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-2,8	-5,0	-5,1	-4,7
Taux de pression fiscale (en %)	14,3	14,6	14,9	15,0

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**UEMOA:**

AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,7	-4,6	-4,9	-3,7
Solde global sur PIB nominal (en %)	-1,9	-2,3	-2,6	-1,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,5	-1,7	-2,3	-1,3
Solde primaire de base en % des R.F.	11,1	4,7	3,1	8,3
Solde courant en % du PIB	2,2	1,6	1,8	3,1
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,3	16,4	16,7	16,5
Dépenses totales en % du PIB	20,0	20,7	21,4	20,1
Dépenses courantes en % du PIB	14,0	14,6	14,7	13,1
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,1	12,9	13,3	12,0
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-586,8	-1065,5	-1131,0	-1114,3
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	16497,5	15638,8	15311,7	15327,5
Encours dette extérieure (en mds)	14624,4	13848,8	13508,8	13460,1
Encours dette intérieure (en mds)	1873,1	1790,0	1802,9	1867,4
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	20688,4	21263,2	22338,2	23797,7
PIB en volume (au prix de l'année 1996)	16772	17306	17825,7	18638
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	1,5	3,2	3,0	4,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES
BENIN:**

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	338,3	384,2	399,9	445,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	318,2	343,7	349,9	380,4
Recettes fiscales	282,5	307,2	311,8	339,8
Recettes non fiscales	35,7	36,6	38,1	40,6
DONNS (en milliards)	20,1	40,5	50,0	65,2
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	383,2	436,4	420,2	465,3
dont Dépenses PPTE	17,8	17,0	15,3	8,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	380,0	438,4	421,1	465,3
DEPENSES COURANTES	259,3	293,6	289,5	298,4
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	243,8	281,4	283,4	291,5
Masse salariale	90,1	103,0	118,4	118,3
intérêts de la dette publique	15,5	12,3	6,1	6,9
DEPENSES EN CAPITAL	120,7	144,8	131,6	166,9
Investissements financés sur ressources internes	54,5	71,4	51,6	73,7
Variation des arriérés de paiements	-6,7	-5,6	-10,0	-2,2
Solde primaire de base (en milliards)	19,9	-9,0	14,9	15,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	4,4	-21,3	8,8	8,3
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-65,0	-92,7	-70,3	-84,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-44,9	-52,3	-20,3	-19,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	22,2	-4,3	24,1	16,5
Solde global base caisse (en milliards)	-51,6	-57,9	-30,3	-21,9
Solde courant (en milliards)	58,9	50,1	60,4	82,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	0,2	-1,0	0,4	0,4
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1,1	-0,2	1,1	0,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,4	1,5	0,9	2,1
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	49,4	41,1	44,8	43,7
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	31,9	33,5	38,0	34,8
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	19,3	23,2	16,5	21,7
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,1	-9,6	-6,9	-5,8
Taux de pression fiscale (en %)	14,4	14,9	14,4	14,6

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES
BENIN:**

AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-3,3	-4,5	-3,2	-3,7
Solde global sur PIB nominal (en %)	-2,3	-2,5	-0,9	-0,8
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,6	-2,8	-1,4	-0,9
Solde primaire de base en % des R.F.	7,0	-2,9	4,8	4,5
Solde courant en % du PIB	3,0	2,4	2,8	3,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,3	16,6	16,2	16,4
Dépenses totales en % du PIB	19,4	21,2	19,5	20,0
Dépenses courantes en % du PIB	13,3	14,2	13,4	12,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,5	13,6	13,1	12,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-158,6	-170,6	-148,2	-133,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	966,1	849,4	969,1	1015,3
Encours dette extérieure (en mds)	941,6	832,6	826,3	829,1
Encours dette intérieure (en mds)	24,5	16,8	142,8	186,2
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1956,8	2068,1	2163,2	2323,3
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	893,7	928,4	956,7	1007,3
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,4	3,9	3,0	5,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET
PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Burkina Faso

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	346,4	434,2	476,7	596,5
RECETTES TOTALES (en milliards)	259,4	300,9	345,6	410,8
Recettes fiscales	240,9	270,1	319,3	375,3
Recettes non fiscales	18,5	30,8	26,3	35,5
DONNS (en milliards)	87,0	133,3	131,1	185,7
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	451,8	508,3	599,7	630,7
dont Dépenses d'investissement sur PPTE	28,2	29,8	41,5	30,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	454,5	484,8	602,7	637,7
DEPENSES COURANTES	253,7	259,6	300,7	337,0
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	237,1	242,8	282,0	320,2
Masse salariale	103,0	112,5	114,3	131,1
Intérêts de la dette publique	16,7	16,8	18,7	16,8
DEPENSES EN CAPITAL	198,7	223,9	299,8	300,7
Investissements financés sur ressources internes	86,7	89,5	100,3	100,3
Variation des arriérés de paiements/ajustement base caisse	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	-64,4	-31,4	-36,7	-9,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-81,1	-48,2	-55,4	-26,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-192,4	-207,4	-254,1	-219,9
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-105,4	-74,1	-123,0	-34,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-52,9	-18,4	-13,9	4,4
Solde global base caisse (en milliards)	-105,4	-74,1	-123,0	-34,2
Solde courant (en milliards)	5,6	41,4	44,9	73,8
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-3,6	-2,0	-2,1	-0,9
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-2,3	-0,7	-0,5	0,1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,3	2,0	-0,4	< 3
encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	50,0	48,6	46,6	40,5
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
masse salariale sur recettes fiscales (en %)	42,8	41,7	35,8	34,9
invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	36,0	33,2	31,4	26,7
solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-11,9	-11,6	-11,2	-10,3
taux de pression fiscale (en %)	10,7	12,9	11,2	10,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET
PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES
Burkina Faso**

AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,5	-8,4	-9,5	-7,5
Solde global sur PIB nominal (en %)	-4,7	-3,0	-4,6	-1,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-4,7	-3,0	-4,6	-1,2
Solde primaire de base en % des R.F.	-26,7	-11,6	-11,5	-2,6
Solde courant en % du PIB	0,3	1,7	1,7	2,5
Recettes totales hors dons en % du PIB	11,5	12,2	12,9	14,0
Dépenses totales en % du PIB	20,1	19,7	22,5	21,8
Dépenses courantes en % du PIB	11,2	10,5	11,2	11,5
Dépenses courantes primaires en % du PIB	10,5	9,9	10,5	10,9
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-268,4	-285,8	-294,3	-301,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	1127,6	1195,9	1249,5	1184,5
Encours dette extérieure (en mds)	971,2	958,5	1015,4	1032,2
Encours dette intérieure (en mds)	156,4	237,4	234,0	152,2
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	2257,1	2460	2681	2927,4
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1546,6	1670,7	1739	1816
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,6	8,0	4,1	4,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

COTE D'IVOIRE:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1496,2	1401,4	1460,5	1414,0
RECETTES TOTALES (en milliards)	1467,8	1352,0	1433,8	1369,0
Recettes fiscales	1236,4	1190,1	1250,8	1258
Recettes non fiscales	231,4	161,9	183	111
DONNS (en milliards)	28,4	49,4	26,7	45
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	1579,4	1611,0	1622,2	1315
dont dépenses PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1566,5	1601,9	1610,3	1315
DEPENSES COURANTES	1294,2	1385,9	1427,1	1138,4
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	1028,6	1168,5	1241,0	989,1
Masse salariale	523,5	539,4	545,8	561,2
Intérêts de la dette publique	265,6	217,4	186,1	149,3
DEPENSES EN CAPITAL	265,1	216,1	183,1	176,7
Investissements financés sur ressources internes	153,8	124,6	121,4	131,2
Variation des arriérés de paiements	-100,8	126,8	78	0
Solde primaire de base (en milliards)	285,4	58,9	71,4	248,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	19,8	-158,5	-114,7	99,4
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-111,6	-259,0	-188,4	54,0
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-83,2	-209,6	-161,7	99,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	19,8	-158,5	-114,7	99,4
Solde global base caisse (en milliards)	-184,0	-82,8	-83,7	99,0
Solde courant (en milliards)	173,6	-33,9	6,7	230,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	0,2	-2,0	-1,4	1,2
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	0,2	-2,0	-1,4	1,2
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,1	3,3	1,4	< 3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	87,6	82,3	78,7	76,2
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	143,3	614,1	538,5	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	22,1	141,0	91,5	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	121,2	473,1	447,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	42,3	45,3	43,6	44,6
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	12,4	10,5	9,7	10,4
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	6,5	1,9	2,0	2,4
Taux de pression fiscale (en %) (3)	15,4	14,8	15,2	14,9

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

COTE D'IVOIRE:

AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,4	-3,2	-2,3	0,6
Solde global sur PIB nominal (en %)	-1,0	-2,6	-2,0	1,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-2,3	-1,0	-1,0	1,2
Solde primaire de base en % des R.F.	23,1	4,9	5,7	19,8
Solde courant en % du PIB	2,2	-0,4	0,1	2,7
Recettes totales hors dons en % du PIB	18,3	16,9	17,5	16,2
Dépenses totales en % du PIB	19,6	20,0	19,6	15,5
Dépenses courantes en % du PIB	16,2	17,3	17,4	13,4
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,8	14,6	15,1	11,7
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	522,1	198,8	165,2	203,4
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	7017,0	6601,8	6454,6	6454,6
Encours dette extérieure (en mds)	6155,9	5844,5	5787,3	5787,3
Encours dette intérieure (en mds)	861,1	757,3	667,3	667,3
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	8011,2	8023,1	8204,4	8468,4
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	4150,1	4079,5	4120,3	4161,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	-1,6	-1,7	1,0	1,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Guinée Bissau :

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	30,4	28,7	40,4	49,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	21,7	16,8	25,4	29,0
Recettes fiscales	11,9	12,7	11,3	14,3
Recettes non fiscales	9,8	4,1	14,2	14,8
DONNS (en milliards)	8,7	11,9	14,9	20,9
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	41,9	49,3	49,9	66,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	41,9	49,3	49,9	66,1
DEPENSES COURANTES	26,1	23,3	32,2	37,4
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	25,6	22,5	31,6	36,6
Masse salariale	10,5	10,9	15,0	18,1
Intérêts de la dette publique	0,5	0,8	0,6	0,8
DEPENSES EN CAPITAL	13,7	18,6	12,3	27,3
Investissements financés sur ressources internes	0,7	0,1	1,7	1,6
Variation des arriérés de paiements	5,3	9,7	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	-4,6	-5,8	-7,8	-9,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-5,1	-6,6	-8,4	-10,0
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-20,2	-32,5	-24,5	-37,1
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-11,5	-20,6	-9,5	-16,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-5,1	-6,6	-8,4	-10,0
Solde global base caisse (en milliards)	-6,2	-10,9	-9,5	-16,2
Solde courant (en milliards)	-4,4	-6,5	-6,7	-8,4
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %) (4)	-3,6	-4,8	-5,7	-6,3
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %) (4)	-3,6	-4,8	-5,7	-6,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,3	-3,5	0,9	3,0
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	412,5	425,6	364,9	351,0
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	10,6	24,7	13,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	5,3	19,3	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	5,3	5,4	13,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	88,6	85,8	133,2	126,8
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	5,9	0,8	15,1	11,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,1	-8,5	-19,8	-20,3
Taux de pression fiscale (en %) (3)	8,4	9,2	7,6	9,1

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Guinée Bissau:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-14,3	-23,4	-16,5	-23,6
Solde global sur PIB nominal (en %)	-8,1	-14,9	-6,5	-10,3
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-4,4	-7,8	-6,5	-10,3
Solde primaire de base en % des R.F.	-39,0	-45,7	-69,6	-64,1
Solde courant en % du PIB	-3,1	-4,7	-4,5	-5,3
Recettes totales hors dons en % du PIB	15,3	12,1	17,2	18,5
Dépenses totales en % du PIB	29,5	35,5	33,7	42,1
Dépenses courantes en % du PIB	18,4	16,8	21,7	23,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	18,0	16,2	21,3	23,3
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-14,3	-10,3	-28,7	-31,0
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	585,4	590,3	540,1	551,0
Encours dette extérieure (en mds)	537,6	549,3	499,1	510,0
Encours dette intérieure (en mds)	47,8	41,0	41,0	41,0
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	141,9	138,7	148,0	157,0
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	90,2	90,7	94,6	96,9
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	-7,1	0,6	4,3	2,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Mali:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	456,8	534,1	552,9	592,2
ECETTES TOTALES (en milliards)	371,0	421,7	459,1	511,3
Recettes fiscales	306,1	349,1	383,7	430,3
Recettes non fiscales	31,2	35,2	36,4	41,0
DONNS (en milliards)	85,8	112,4	93,8	80,9
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	540,5	551,5	661,5	723,8
dont Dépenses PPTE	30,9	34,7	29,6	31,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	545,4	555,4	664,8	727,2
DEPENSES COURANTES	308,7	316,4	366,7	402,8
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	290,3	297,7	348,1	382,8
Masse salariale	93,5	106,2	122,0	135,3
Intérêts de la dette publique	18,4	18,7	18,6	20,0
DEPENSES EN CAPITAL	203,0	201,6	259,1	284,4
Investissements financés sur ressources internes	62,7	78,3	90,0	102,5
Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	18,0	45,7	21,0	26,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-34,1	-10,4	-36,6	-34,0
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-169,5	-129,8	-202,4	-212,5
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-83,7	-17,4	-108,6	-131,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-3,2	24,3	-7,0	-2,8
Solde global base caisse (en milliards)	-83,7	-17,4	-108,6	-131,6
Solde courant (en milliards)	28,6	67,9	53,4	67,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	-1,5	-0,4	-1,4	-1,2
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	-0,1	1,0	-0,3	-0,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,0	-1,3	-3,1	<3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	81,1	69,9	70,0	65,9
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	30,5	30,4	31,8	31,4
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	20,5	22,4	23,5	23,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-5,9	-9,1	-8,1	-7,2
Taux de pression fiscale (en %) (3)	13,4	14,2	15,0	15,2

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Mali:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,4	-5,3	-7,9	-7,5
Solde global sur PIB nominal (en %)	-3,7	-0,7	-4,3	-4,7
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-3,7	-0,7	-4,3	-4,7
Solde primaire de base en % des R.F.	5,9	13,1	5,5	6,0
Solde courant en % du PIB	1,3	2,8	2,1	2,4
Recettes totales hors dons en % du PIB	16,2	17,1	18,0	18,1
Dépenses totales en % du PIB	23,9	22,6	26,1	25,7
Dépenses courantes en % du PIB	13,5	12,9	14,4	14,2
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,7	12,1	13,6	13,5
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-134,6	-180,9	-191,7	-200,5
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	1853,2	1719,9	1787,4	1864,4
Encours dette extérieure (en mds)	1746,1	1646,7	1725,0	1802,0
Encours dette intérieure (en mds)	107,1	73,2	62,4	62,4
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	2285,6	2461,0	2552,0	2828,0
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1153,2	1239,0	1257,0	1352,0
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,3	7,4	1,5	7,6

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Niger:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RÉCETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	216,8	221,2	267,9	301,6
ECETTES TOTALES (en milliards)	152,4	156,7	170,4	205,3
Recettes fiscales	144,5	152,1	165,3	197,6
Recettes non fiscales	7,9	4,6	2,1	7,7
DONNS (en milliards)	64,4	64,5	97,5	96,3
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	278,0	304,8	313,1	366,8
dont Dépenses PPTE sur ressources extérieures	9,8	12,0	20,2	19,7
DEPENSES TOTALES (en milliards)	278,2	274,6	311,5	366,8
DEPENSES COURANTES	161,7	159,1	165,9	173,0
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	139,1	141,7	155,3	163,5
Masse salariale	55,3	57,1	59,1	60,9
Intérêts de la dette publique	22,6	17,4	10,6	9,5
DEPENSES EN CAPITAL	116,5	115,5	145,6	164,9
Investissements financés sur ressources internes	36,9	40,5	50,7	52,1
Variation des arriérés de paiements	-33,4	-12,2	-15,0	-15,0
Solde primaire de base (en milliards)	-23,6	-25,5	-35,6	-10,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	-46,2	-42,9	-46,2	-19,8
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-125,6	-148,1	-142,7	-161,5
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-61,2	-83,6	-45,2	-65,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	-36,4	-30,9	-26,0	-0,1
Solde global base caisse (en milliards)	-94,6	-95,8	-60,2	-80,2
Solde courant (en milliards)	-9,3	-2,4	4,5	32,3
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %) (4)	-3,3	-3,1	-3,1	-1,2
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %) (4)	-2,6	-2,2	-1,7	0,0
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,6	-1,6	0,2	3,0
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	94,2	85,6	78,4	66,3
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	2,6	7,8	3,2	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	2,6	7,8	3,2	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	38,3	37,5	35,8	30,8
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	25,5	26,6	30,7	26,4
solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,1	-11,4	-10,4	-10,2
Taux de pression fiscale (en %) (3)	10,2	10,8	11,1	12,3

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Niger:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
AUTRES INDICATEURS				
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,9	-10,6	-9,6	-10,1
Solde global sur PIB nominal (en %)	-4,3	-6,0	-3,0	-4,1
Solde gbbal base caisse sur PIB nominal (en %)	-6,7	-6,8	-4,0	-5,0
Solde primaire de base en % des R.F.	-16,3	-16,8	-21,5	-5,2
Solde courant en % du PIB	-0,7	-0,2	0,3	2,0
Recettes totales hors dons en % du PIB	10,7	11,2	11,4	12,8
Dépenses totales en % du PIB	19,6	19,6	20,9	22,9
Dépenses courantes en % du PIB	11,4	11,3	11,1	10,8
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,8	10,1	10,4	10,2
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-143,0	-158,2	-153,4	-161,2
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	1336,4	1199,4	1171,7	1062,0
Encours dette extérieure (en mds)	1103,0	978,1	941,8	832,1
Encours dette intérieure (en mds)	233,4	221,3	229,9	229,9
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1418,7	1401,9	1493,8	1601,4
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	1010,1	1040,4	1082,8	1128,0
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	5,8	3,0	4,1	4,2

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

SENEGAL:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	726,7	797,5	838,8	936,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	664,6	720,0	771,6	841,1
Recettes fiscales	629,2	676,9	736,2	802,2
Recettes non fiscales	35,4	43,1	35,4	38,9
DONNS (en milliards)	62,1	77,5	67,2	95,7
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	730,3	850,1	964,9	1038,8
dont Dépenses PPTE	13,7	28,4	44,9	59,6
DEPENSES TOTALES (en milliards)	735,9	856,7	958,6	1030,8
DEPENSES COURANTES	478,2	532,2	557,1	595,5
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	438,4	487,6	510,5	549,2
Masse salariale	199,4	203,7	223,9	247,3
Intérêts de la dette publique	39,8	44,6	46,6	46,3
DEPENSES EN CAPITAL	275,9	311,4	370,9	422,9
Investissements financés sur ressources internes	147,9	163,2	215,4	279,0
Variation des arriérés de paiements	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire de base (en milliards)	78,3	69,2	45,7	12,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	38,5	24,6	-0,9	-33,4
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-65,7	-130,1	-193,3	-197,7
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-3,6	-52,6	-126,1	-102,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	52,2	53,0	44,0	26,2
Solde global base caisse (en milliards)	-3,6	-52,6	-126,1	-102,0
Solde courant (en milliards)	186,4	187,8	214,5	245,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %)	1,1	0,7	0,0	-0,8
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %)	1,5	1,4	1,1	0,6
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,3	0,0	0,5	< 3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	70,6	63,9	50,5	48,4
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	31,7	30,1	30,4	30,8
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	23,5	24,1	29,3	34,8
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,2	-8,6	-8,3	-6,5
Taux de pression fiscale (en %) (3)	18,1	18,2	18,3	18,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

SENEGAL:

AUTRES INDICATEURS	2002	2003	2004	2005
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,9	-3,5	-4,8	-4,5
Solde global sur PIB nominal (en %)	-0,1	-1,4	-3,1	-2,3
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	-0,1	-1,4	-3,1	-2,3
Solde primaire de base en % des R.F.	12,4	10,2	6,2	1,6
Solde courant en % du PIB	5,4	5,0	5,3	5,6
Recettes totales hors dons en % du PIB	19,1	19,3	19,2	19,3
Dépenses totales en % du PIB	21,2	23,0	23,8	23,6
Dépenses courantes en % du PIB	13,8	14,3	13,8	13,6
Dépenses courantes primaires en % du PIB	12,6	13,1	12,7	12,6
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-285,6	-320,3	-338,7	-346,5
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	2450,8	2379,7	2033,6	2110,5
Encours dette extérieure (en mds)	2278,6	2212,1	1875,2	1849,2
Encours dette intérieure (en mds)	172,2	167,6	158,4	261,3
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	3472,7	3725,4	4023,7	4364,3
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	2199,9	2342,9	2483,5	2642,4
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	1,1	6,5	6,0	6,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Togo:

ANNEE	2002	2003	2004	2005
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	130,0	170,8	170,7	170,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	126,5	165,3	157,7	157,8
Recettes fiscales	115,5	148,7	145,3	143,6
Recettes non fiscales	11,0	16,5	12,4	14,2
DONNS (en milliards)	3,5	5,5	13,0	13,0
DEPENSES TOTALES et PRETS NETS (en milliards)	134,6	146,4	167,0	184,3
dont Dépenses PPTE				
DEPENSES TOTALES (en milliards)	134,6	146,4	166,9	184,3
Fonds pour entretien routier	5,5	8,9	9,0	0,1
DEPENSES COURANTES	114,7	127,3	134,5	136,2
dont DEPENSES COURANTES PRIMAIRES	96,9	109,3	115,8	120,5
Masse salariale	51,6	51,7	53,2	50,2
Intérêts de la dette publique	17,7	17,9	18,6	15,7
DEPENSES EN CAPITAL	19,9	19,2	32,4	48,1
Investissements financés sur ressources internes	8,5	11,3	12,3	15,1
Variation des arriérés de paiements	14,7	14,8	13,6	-13,5
Solde primaire de base (en milliards)	21,1	44,6	29,5	22,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE avec PPTE (en milliards)	3,4	26,7	10,9	6,5
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (en milliards)	-8,0	18,9	-9,4	-26,5
SOLDE GLOBAL (en milliards)	-4,5	24,4	3,6	-13,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE hors PPTE(en milliards)	3,4	26,7	10,9	6,5
Solde global base caisse (en milliards)	10,1	39,2	17,3	-27,0
Solde courant (en milliards)	11,9	38,0	23,2	21,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE				
Premier rang				
Solde budgétaire de base avec PPTE/PIB nominal (en %) (4)	0,3	2,7	1,0	0,6
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB nominal (en %) (4)	0,3	2,7	1,0	0,6
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,1	-1,0	0,4	< 3
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en%)	115,4	112,0	103,2	96,2
Arriérés de paiement de la période de la gestion courante(en milliards)	60,2	68,2	59,6	0,0
arriérés de paiement intérieurs	15,1	21,5	12,5	0,0
arriérés de paiement extérieurs	45,1	46,7	47,1	0,0
Second rang				
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	44,7	34,8	36,6	34,9
Invest.financés sur ressources int./recettes fiscales (en %)	7,4	7,6	8,5	10,5
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-10,4	-9,6	-13,2	-12,8
Taux de pression fiscale (en %) (3)	11,5	15,1	13,6	12,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Togo:

AUTRES INDICATEURS	2002	2003	2004	2005
Solde global hors dons sur PIB nominal (en %)	-0,8	1,9	-0,9	-2,3
Solde global sur PIB nominal (en %)	-0,5	2,5	0,3	-1,2
Solde global base caisse sur PIB nominal (en %)	1,0	4,0	1,6	-2,4
Solde primaire de base en % des R.F.	18,3	30,0	20,3	15,5
Solde courant en % du PIB	1,2	3,9	2,2	1,9
Recettes totales hors dons en % du PIB	12,6	16,8	14,7	14,0
Dépenses totales en % du PIB	13,4	14,9	15,6	16,3
Dépenses courantes en % du PIB	11,4	12,9	12,5	12,1
Dépenses courantes primaires en % du PIB	9,6	11,1	10,8	10,7
Solde extérieur courant hors dons publics (en mds)	-104,4	-138,1	-141,2	-144,1
DETTE PUBLIQUE TOTALE				
Encours dette publique (en mds)	1160,9	1102,4	1105,8	1085,3
Encours dette extérieure (en mds)	890,3	827,0	838,7	818,2
Encours dette intérieure (en mds)	270,6	275,4	267,1	267,1
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1006,3	984,7	1071,6	1127,8
PIB en volume (au prix de l'année 1985)	294,3	307,4	316,3	328,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,5	4,5	2,9	3,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

CEMAC:

Agrégat	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	3706,9	3668,1	3810,0	4672,7
RECETTES TOTALES (en milliards)	3556,1	3536,0	3674,2	4507,6
Recettes pétrolières	1822,7	1737,5	1724,3	2314,4
Recettes non pétrolières	1733,4	1798,5	1949,9	2193,3
Recettes fiscales	1601,9	1656,3	1783,7	2035,1
Recettes non fiscales	131,5	142,2	166,2	158,2
DONNS (en milliards)	150,8	132,0	135,8	165,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3337,1	3410,6	3073,0	3369,6
DEPENSES COURANTES	2493,2	2561,6	2352,9	2428,0
dont salaires et traitements	778,9	838,3	887,4	930,5
Intérêts de la dette publique	702,2	552,2	478,4	350,2
DEPENSES EN CAPITAL	843,9	849,0	720,1	941,6
sur financement interne	604,3	632,3	565,2	684,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1160,8	894,4	1234,6	1745,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	458,6	342,2	756,2	1395,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	218,9	125,4	601,2	1138,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	88,7	-132,5	661,2	641,9
STOCK DETTE publique (en milliards)	12048,8	13044,8	12631,9	12202,4
Dette extérieure	11776,3	11228,4	10888,4	10543,9
Dette intérieure	272,5	1816,4	1743,5	1658,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	264,3	493,0	333,8	34,2
Arriérés extérieurs	264,3	493,0	333,8	34,2
Arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	Nd
critères de convergence				
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,9	2,0	4,3	6,7
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,4	3,0	1,3	0,3
Taux d'endettement public en % du PIB	75,9	77,8	72,3	59,0
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	264,3	493,0	333,8	34,2
Indicateurs				
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	63,4	66,6	64,9	73,8
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,3	5,3	7,1	8,4
Evolution masse salariale par rapport à recettes fiscales = 1	1,3	-8,5	1,7	0,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-7,0	-10,4	-6,8	-2,2
Taux de pression fiscale (en %)	21,6	20,3	20,1	21,0
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,4	0,7	3,4	5,5
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	0,6	-0,8	3,8	3,1
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	15864,7	16757,8	17475,6	20685,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	11640,3	12458,1	12895,7	13660,6
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	8381,9	8734,0	9095,5	9795,1
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,4	4,2	4,1	7,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

CEMAC : PIB par secteur:

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
A prix courants				
Secteur primaire	3 255,3	3 396,1	3 499,6	3 595,6
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 601,9	2 741,9	2 853,8	2 928,2
Sylviculture	653,4	654,2	645,8	667,5
Secteur secondaire	6 647,2	6 995,1	7 370,7	10 033,2
Pétrole	4 224,4	4 299,7	4 579,9	7 024,3
Industries manufacturières	1 339,8	1 451,3	1 550,5	1 631,3
Bâtiments et Travaux Publics	687,2	769,4	778,7	832,5
Autres	395,8	474,7	461,5	545,0
Secteur tertiaire	5 312,0	5 713,2	5 927,2	6 283,4
Services marchands	3 790,3	4 129,7	4 288,0	4 538,9
Services non marchands	1 521,7	1 583,5	1 639,2	1 744,5
PIB au coût des facteurs	15 214,6	16 104,4	16 797,4	19 912,2
Droits et Taxes à l'importation	650,2	653,4	678,2	772,8
PIB aux prix courants du marché	15 864,7	16 757,8	17 475,6	20 685,0
PIB du secteur pétrolier	4 224,4	4 299,7	4 579,9	7 024,3
PIB du secteur non pétrolier	11 640,3	12 458,1	12 895,7	13 660,6
A prix constants de 1992				
Secteur primaire	1 746,0	1 755,2	1 818,7	1 881,0
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 461,0	1 486,3	1 556,0	1 609,0
Sylviculture	285,0	268,9	262,7	272,0
Secteur secondaire	2 708,4	2 870,7	3 018,4	3 471,4
Pétrole	1 104,1	1 157,0	1 265,5	1 630,0
Industries manufacturières	937,6	993,2	1 023,7	1 076,3
Bâtiments et Travaux Publics	460,7	507,1	502,9	518,5
Autres	206,1	213,4	226,3	246,6
Secteur tertiaire	3 775,9	3 972,5	4 121,5	4 285,8
Services marchands	2 603,4	2 773,5	2 884,5	2 994,9
Services non marchands	1 172,4	1 199,1	1 237,0	1 290,8
PIB au coût des facteurs	8 230,3	8 598,4	8 958,6	9 638,2
Droits et Taxes à l'importation	151,6	135,6	137,0	156,9
PIB aux prix constants du marché de 1992	8 381,9	8 734,0	9 095,5	9 795,1
PIB du secteur pétrolier	1 104,1	1 157,0	1 265,5	1 630,0
PIB du secteur non pétrolier	7 277,9	7 577,0	7 830,0	8 165,1

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

CEMAC : ressources et emplois:

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2001	2002	2003	2004
A prix courants				
PRODUIT INTERIEUR BRUT	15 864,7	16 757,8	17 026,8	20 685,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	15 058,8	15 993,7	16 054,9	16 790,7
Consommation	9 740,3	10 621,0	10 623,9	11 589,3
Publique (Etat)	1 378,7	1 517,6	1 427,4	1 593,1
Privée	8 361,6	9 103,5	9 196,5	9 996,2
Investissements bruts	5 318,5	5 372,7	5 431,1	5 201,4
Formation brute de capital fixe	5 218,8	5 386,6	5 357,6	5 176,3
Publique (Etat et Aide publique)	843,9	849,0	720,1	941,6
Privée (Entreprises et ménages)	4 374,9	4 537,6	4 637,5	4 234,6
Secteur pétrolier	1 991,5	1 745,5	1 964,0	1 609,1
Secteur non pétrolier	2 383,4	2 792,0	2 673,4	2 625,5
Variations des stocks	99,7	-13,9	73,5	25,1
EXPORTATIONS NETTES	805,9	764,1	971,9	3 894,3
Exportations de biens et services non-facteurs	6 991,6	7 042,5	7 307,0	10 171,0
Biens	6 389,1	6 418,8	6 665,6	9 489,8
Pétrole brut	4 696,8	4 718,4	4 963,6	7 675,5
Autres	1 692,3	1 700,4	1 701,9	1 814,3
Services non-facteurs	602,5	623,8	641,4	681,2
Importations de biens et services non-facteurs	-6 185,7	-6 278,4	-6 335,1	-6 276,7
Biens	-3 539,5	-3 477,2	-3 531,8	-3 456,0
Services non-facteurs	-2 646,2	-2 801,3	-2 803,3	-2 820,7
A prix constants de 1992				
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 381,9	8 734,0	9 095,5	9 795,1
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	9 915,7	9 804,8	10 660,8	11 084,2
Consommation	6 939,6	7 194,5	7 738,7	8 030,0
Publique (Etat)	994,3	1 058,2	995,2	1 104,1
Privé	5 945,3	6 136,3	6 743,6	6 925,9
Investissements bruts	2 976,1	2 610,3	2 922,1	3 054,2
Formation brute de capital fixe	2 968,3	2 613,2	2 928,1	3 044,8
Publique (Etat et Aide publique)	450,3	439,0	383,2	518,3
Privée (Entreprises et ménages)	2 518,0	2 174,2	2 544,9	2 526,5
Secteur pétrolier	1 234,2	710,9	1 118,9	1 110,3
Secteur non pétrolier	1 283,8	1 463,4	1 426,0	1 416,2
Variations des stocks	7,8	-2,9	-6,0	9,4
EXPORTATIONS NETTES	-1 533,7	-1 070,8	-1 565,2	-1 289,1
Exportations de biens et services non-facteurs	2 037,0	2 104,9	2 245,5	2 733,0
Importations de biens et services non-facteurs	-3 570,7	-3 175,7	-3 810,8	-4 022,1

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Cameroun :

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1304,4	1364,6	1406,1	1642,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1251,5	1343,2	1363,3	1592,9
Recettes pétrolières	337,4	368,9	324,1	391,3
Recettes non pétrolières	914,1	974,3	1039,2	1201,7
recettes fiscales	859,4	902,4	971,5	1122,7
recettes non fiscales	54,7	71,9	67,7	79,0
DONNS (en milliards)	52,9	21,4	42,8	50,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1179,7	1094,6	1095,8	1335,0
DEPENSES COURANTES	943,4	941,3	930,5	1065,0
salaires et traitements	350,3	389,9	420,0	455,0
intérêts de la dette publique	206,1	196,9	195,5	165,0
DEPENSES EN CAPITAL	236,3	153,3	165,3	270,0
sur financement interne	137,8	125,0	124,7	200,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	376,4	473,8	503,6	492,9
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	170,3	276,9	308,1	327,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	71,8	248,6	267,5	257,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-43,3	-368,3	258,2	203,9
STOCK DETTE publique (en milliards)	4525,8	4851,7	4598,0	4424,2
Dette extérieure	4525,8	3769,6	3545,9	3402,1
dette intérieure		1082,1	1052,1	1022,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	12,7
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	12,7
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	nd
Critères de convergence				
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	2,4	3,6	3,9	3,9
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,5	2,8	0,6	0,4
taux d'endettement public en % du PIB	63,5	63,9	57,8	52,7
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	12,7
Indicateurs				
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	38,4	49,0	46,4	51,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	5,3	6,2	6,3	5,9
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-0,9	1,2	-0,6	0,4
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-6,4	-7,8	-4,7	-2,9
taux de pression fiscale (en %)	16,8	16,7	16,3	18,0
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	1,0	3,3	3,4	3,1
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,6	-4,8	3,2	2,4
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	7122,6	7595,4	7951,1	8395,8
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	6570,6	7083,2	7463,5	7826,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	4239,9	4414,4	4611,6	4822,9
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,7	4,1	4,5	4,6

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Centrafrique:

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RÉCETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	87,4	101,8	64,2	82,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	63,2	78,5	54,2	65,9
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	63,2	78,5	54,2	65,9
Recettes fiscales	50,9	64,9	47,9	54,0
Recettes non fiscales	12,3	13,6	6,3	11,9
DONS (en milliards)	24,3	23,3	10,0	17,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	92,0	104,4	85,9	82,8
DEPENSES COURANTES	59,3	69,1	66,4	60,5
Salaires et traitements	29,2	32,5	34,5	33,1
Intérêts de la dette publique	8,3	8,9	8,2	7,7
DEPENSES EN CAPITAL	32,8	35,3	19,5	22,3
Sur financement interne	9,7	12,9	10,5	8,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	2,5	5,4	-14,5	4,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-5,8	-3,5	-22,7	-2,9
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-28,9	-25,9	-31,7	-16,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-27,9	4,3	-3,9	-19,2
STOCK DETTE publique milliards)	672,3	821,4	840,1	835,2
Dette extérieure	672,3	679,7	693,4	688,5
Dette intérieure		141,7	146,7	146,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	16,7	26,4	23,3	21,5
Arriérés extérieurs	16,7	26,4	23,3	21,5
Arriérés intérieurs				Nd
Critères de convergence				
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,8	-0,5	-3,3	-0,4
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	2,3	4,2	-2,1
Taux d'endettement public en % du PIB	93,8	113,6	122,1	116,7
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	16,7	26,4	23,3	21,5
Indicateurs				
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	98,3	98,0	95,8	85,6
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	0,3	0,8	-2,1	0,7
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-1,0	0,2	-0,1	-0,2
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-5,2	-5,3	-7,0	-7,2
Taux de pression fiscale (en %)	7,1	9,0	7,0	7,5
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,0	-3,6	-4,6	-2,4
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-3,9	0,6	-0,6	-2,7
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	716,9	722,8	687,9	715,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	716,9	722,8	687,9	715,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	460,1	461,7	441,1	449,8
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,1	0,4	-4,5	2,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS
MACROECONOMIQUES**
Congo:

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	631,8	575,3	613,5	745,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	628,1	571,7	603,6	727,6
Recettes pétrolières	430,8	397,5	421,6	525,4
Recettes non pétrolières	197,3	174,2	182,0	202,2
Recettes fiscales	185,8	168,2	177,3	193,5
Recettes non fiscales	11,5	6,0	4,7	8,7
DONNS (en milliards)	3,7	3,7	9,9	18,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	647,9	746,5	606,1	623,7
DEPENSES COURANTES	442,5	563,1	470,5	444,1
Salaires et traitements	118,1	120,4	120,2	124,5
Intérêts de la dette publique	153,9	176,7	117,8	85,8
DEPENSES EN CAPITAL	205,4	181,8	134,8	179,6
Sur financement interne	200,4	158,1	111,0	123,1
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139,2	25,6	139,1	246,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-14,8	-151,2	21,3	160,4
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-19,8	-174,8	-2,5	103,9
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-125,8	24,6	122,3	74,4
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4010,9	4174,0	4191,9	4136,3
Dette extérieure	3738,4	3921,5	3939,4	3883,8
Dette intérieure		272,5	252,5	252,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	178,1	211,3	171,2	0
Arriérés extérieurs	178,1	211,3	171,2	0
Arriérés intérieurs				nd
Critères de convergence				
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-0,7	-7,2	1,1	6,8
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,4	3,8	-1,3	1,4
Taux d'endettement public en % du PIB	195,8	198,5	208,4	175,1
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)				0
Indicateurs				
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	32,2	19,6	16,4	29,3
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,8	1,2	6,9	10,4
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1		0,0	0,0	0,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-1,4	6,1	14,0	11,4
Taux de pression fiscale (en %)	30,1	26,9	29,8	30,4
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-1,0	-8,3	-0,1	4,4
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	-6,1	1,2	6,1	3,2
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	2048,3	2103,0	2011,2	2361,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	889,7	976,6	989,7	1093,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	911,2	953,0	961,7	1001,5
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	4,6	0,9	4,1

RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Gabon :

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1173,6	1020,1	1050,3	1136,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	1173,6	1018,2	1049,1	1129,0
Recettes pétrolières	752,9	608,7	570,2	615,6
Recettes non pétrolières	420,7	409,5	478,9	513,4
Recettes fiscales	397,6	383,0	451,0	487,7
Recettes non fiscales	23,1	26,5	27,9	25,7
DONNS (en milliards)	0,0	1,9	1,2	7,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1038,7	948,9	789,1	758,9
DEPENSES COURANTES	875,1	745,7	658,1	596,4
Salaires et traitements	219,6	220,6	229,0	226,0
Intérêts de la dette publique	318,4	153,0	141,4	76,9
DEPENSES EN CAPITAL	163,6	203,2	131,0	162,5
Sur financement interne	154,3	184,2	122,6	142,5
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	462,6	241,3	409,8	467,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	144,2	88,3	268,3	390,1
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	134,9	69,3	260,0	370,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	223,7	206,7	245,0	2,3
STOCK DETTE publique (en milliards)	2058,2	2331,6	2138,4	1945,7
Dette extérieure	2058,2	2052,4	1899,1	1746,4
Dette intérieure		279,2	239,3	199,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	61,3	246,9	137,3	0,0
Arriérés extérieurs	61,3	246,9	137,3	0,0
Arriérés intérieurs				nd
Critères de convergence				
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	4,2	2,6	7,6	10,1
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,1	0,2	2,3	0,5
Taux d'endettement public en % du PIB	59,6	67,8	60,8	50,1
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	61,3	246,9	137,3	0,0
Indicateurs				
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	17,0	37,7	44,0	61,8
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	13,4	7,0	11,6	12,0
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	-0,1	0,0	0,3	0,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10,5	5,2	6,5	10,3
Taux de pression fiscale (en %)	33,3	28,8	29,0	28,4
Solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	3,9	2,0	7,4	9,5
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	6,5	6,0	7,0	0,1
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	3454,0	3438,7	3518,9	3881,3
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2049,3	2089,3	2074,0	2178,2
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1729,5	1725,2	1758,3	1782,6
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,5	-0,2	1,9	1,4

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

Guinée Equatoriale:

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	352,7	414,5	471,2	741,1
RECETTES TOTALES (en milliards)	348,0	414,5	471,2	741,1
Recettes pétrolières	301,6	362,5	408,4	677,0
Recettes non pétrolières	46,4	52,0	62,8	64,1
Recettes fiscales	33,5	39,3	46,7	52,3
Recettes non fiscales	12,9	12,7	16,0	11,8
DONNS (en milliards)	4,7	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	160,6	227,2	258,2	271,6
DEPENSES COURANTES	61,9	100,6	88,2	96,8
Salaires et traitements	17,4	26,0	27,5	30,1
Intérêts de la dette publique	5,2	3,9	3,1	2,2
DEPENSES EN CAPITAL	98,7	126,6	170,0	174,8
Sur financement interne	94,0	126,6	169,7	174,8
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	197,3	191,2	216,3	471,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	192,1	187,2	213,2	469,6
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	187,4	187,2	213,0	469,6
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	171,8	186,2	159,1	454,0
STOCK DETTE publique (en milliards)	155,6	150,8	119,9	102,5
Dette extérieure	155,6	150,8	119,9	102,5
Dette intérieure				
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0
Arriérés extérieurs	5,2	4,5	0,0	0,0
Arriérés intérieurs				nd
Critères de convergence				
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	14,7	12,3	12,3	18,3
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	8,8	7,6	7,3	4,2
Taux d'endettement public en % du PIB	11,9	9,9	6,9	4,0
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	5,2	4,5	0,0	0,0
Indicateurs				
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	96,7	99,1	100,0	100,2
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	15,1	12,5	12,5	18,3
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,0	0,1	0,0	0,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-43,7	-9,5	-33,5	-13,0
Taux de pression fiscale (en %)	25,7	26,4	26,3	28,4
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	14,4	12,3	12,3	18,3
Solde global, base caisse sur PIB (en %)	13,2	12,2	9,2	17,7
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1302,3	1523,6	1729,7	2571,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	158,2	178,5	206,2	227,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	409,3	491,9	558,7	698,2
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	67,8	20,2	13,6	25,0

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

TCHAD:

Agrégats	2001	2002	2003	2004
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	156,9	191,8	204,7	323,2
RECETTES TOTALES (en milliards)	91,7	110,0	132,9	251,0
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	105,0
Recettes non pétrolières	91,7	110,0	132,9	146,0
Recettes fiscales	78,6	98,4	112,3	125,0
Recettes non fiscales	13,1	11,6	20,6	21,1
DONNS (en milliards)	65,2	81,8	71,8	72,2
DEPENSES TOTALES (en milliards)	218,2	289,0	238,0	297,6
DEPENSES COURANTES	110,9	141,8	139,2	165,1
Salaires et traitements	44,3	48,9	56,2	61,8
Intérêts de la dette publique	10,2	12,7	12,3	12,5
DEPENSES EN CAPITAL	107,2	147,2	98,8	132,4
Sur financement interne	8,2	23,8	25,8	35,9
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-17,2	-42,8	-19,8	62,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-27,4	-55,6	-32,1	50,0
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-126,5	-179,0	-105,1	-46,5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-109,8	-185,9	-119,5	-73,7
STOCK DETTE publique (en milliards)	626,0	715,4	743,6	758,4
Dette extérieure	626,0	654,5	690,7	720,5
Dette intérieure		60,9	52,9	37,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	2,9	4,0	2,0	0,0
Arriérés extérieurs	2,9	4,0	2,0	0,0
Arriérés intérieurs				nd
Critères de convergence				
Solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-4,0	-2,0	1,8
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	12,4	5,2	-1,5	-5,4
Taux d'endettement public en % du PIB	51,3	52,1	47,2	27,5
Accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	2,9	4,0	2,0	0,0
Indicateurs				
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	78,5	84,5	73,2	71,4
Solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,4	-3,1	-1,3	2,3
Evolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales = 1	0,5	0,2	0,5	0,0
Solde extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-29,2	-91,8	-44,1	19,5
Taux de pression fiscale (en %)	6,4	7,2	7,1	8,3
Solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-10,4	-13,0	-6,7	-1,7
COMPTES NATIONAUX				
PIB nominal (en milliards)	1220,6	1374,3	1576,8	2758,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1220,6	1374,3	1385,0	1500,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	896,7	983,4	1100,0	1525,8
Taux de croissance du PIB en volume (en %)	9,4	9,7	11,9	38,7

**RESUME DU TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

COMORES:

Rubriques	2000	2001	2002	2003	2004 (prév)
Recettes totales (dons inclus)	15 462	17 021	21 404	19 571	25 506
Recettes intérieures (courantes)	10 528	12 844	16 975	16 424	22 667
Recettes fiscales	9 835	10 983	13 870	14 059	19 720
Recettes non fiscales	693	1 861	3 105	2 284	2 947
Recettes exceptionnelles	-	-	-	81	-
Dons extérieurs	4 934	4 177	4 429	3 147	2 839
Dépenses totales	17 074	22 168	26 273	26 399	28 662
Dépenses courantes	12 917	14 595	19 189	16 179	19 609
dont Salaires	6 028	6 190	6 778	7 465	11 694
Intérêts sur la dette	960	1 401	1 605	1 203	1 329
Dépenses exceptionnelles	-	2 323	901	2 642	2 521
Dépenses en capital	4 157	5 250	6 183	7 578	6 532
dont financées sur ressources intérieures	130	461	302	2 785	3 633
Solde Budgétaire de Base (SBB)	- 2 519	- 4 535	- 3 417	- 5 182	- 3 096
Solde Global (hors dons)	- 6 546	- 9 324	- 9 298	- 9 975	- 5 995
Solde Global (dons inclus)	- 1 612	- 5 147	- 4 869	- 6 828	- 3 156
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en millions FC)	109 136	131 823	131 117	137 076	147 529
PIB en volume (en millions FC)	74 058	92 743	94 931	97 703	100 146
Taux de croissance du Pib en volume (en %)	- 1,1	1,9	2,4	2,9	2,5